

le prolétaire

M 2414 - 396 - 5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

MAI - JUIN 1988

5FF / 30FB
3FS / 1000L

n° 396

CONTRE LE MYTHE DE L'EUROPE DANS LA PAIX LA CERTITUDE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

L'Europe est redevenue le centre de tous les débats et de tous les soucis d'une bourgeoisie chahutée par une combinaison d'intérêts contradictoires où jouent tout à la fois la nécessité de dresser des barrières communes contre les principaux concurrents hors Europe, Etats-Unis, Japon mais aussi les diaboliques NPI (nouveaux pays industriels d'Asie du Sud-Est, dont la force réside dans une exploitation féroce de la classe ouvrière, exploitation qui sert d'ailleurs de modèle à nos vieux capitalistes) et l'implacable loi de survie de ces Etats bourgeois d'être entre eux, le plus habile commerçant, le plus ingénieux industriels, le plus machiavélique financier. Dans cette combinaison jouent aussi, en relation évidemment avec les rapports de forces économiques internes européens, des intérêts et des stratégies militaires dont les divergences ont pu être, après la deuxième guerre impérialiste mondiale et jusqu'à la fin du cycle d'accumulation qui l'a suivit, mises en veilleuse par la loi toute-puissante de la force armée américaine en Europe et du Dieu-Dollar, mais qui ressurgissent aujourd'hui, en ordre dispersé et comme autant de possibilités et de voies sur lesquelles les pays d'Europe -et surtout l'Allemagne - devront faire leur choix, une fois réunies les conditions de ce choix.

Ces intérêts économiques, financiers, militaires, en un mot ces intérêts impérialistes, malgré tous les discours et les apparences du marché unique de 1992 ne sont pas en train de se fondre dans une mythique entité européenne d'intérêts, mais au contraire en train de faire mûrir leurs différences. Ainsi se préparent ainsi les grandes fractures de demain à l'ombre des grandes déclarations du haut de la tribune parlementaire de Strasbourg sur l'unité de l'Europe, sur sa volonté de renverser les barrières matérielles et idéologiques égoïstes de chaque nation, de faire de l'Europe un seul peuple réuni dans une fraternelle fédération, de créer une vaste solidarité économique et sociale destinée à aider les pays les plus pauvres et faire disparaître la misère, endémique pour certains et "nouvelles" pour d'autres.

Au sortir de la dernière guerre impérialiste, le monde capitaliste s'est partagé en deux nouveaux blocs, en nouvelles zones d'influence, balayant à jamais les vieilles puissances européennes, principalement l'Angleterre, instituant un nouvel ordre impérialiste basé sur le condominium russo-américain et sur la division qui en découle de l'Europe en deux zones distinctes, avec une Allemagne coupée en deux. A la fois dépendant des Etats-Unis pour sa reconstruction économique et sa défense militaire, mais en même temps étouffée par cette pesante tutelle, l'Europe à l'Ouest de l'Elbe a bien trouvé quelques intérêts communs, objectivement imposés de l'extérieur, pour provoquer des projets d'union. Mais depuis le Traité de Rome en 1960, les choses vont en traînant la patte, la crise de 1974 ne fait que ralentir encore l'ardeur des pays d'Europe à "unir leur volonté" pour la construction pacifique, démocratique et consentante du "marché unique" et de l'"Europe sociale". C'est qu'en temps de crise les plus européophiles scouillent leurs plus beaux idéaux de communauté d'efforts par le vieux principe du "démérons-nous d'abord"!

Les élections européennes de 1979 et 1984 ont joué le rôle de grande diversion à l'intention des prolétaires subissant toutes les conséquences dramatiques de la rigueur et de l'austérité et montré ainsi que toutes les bourgeoisies européennes sont unanimement soucieuses (c'est d'ailleurs leur seul véritable lien permanent) d'offrir les plus douces illusions pour entretenir la paix sociale. Mais à l'heure de passer du discours

aux décisions, la belle unité s'effrite et laisse apparaître ses lézardes et son fragile équilibre. Copenhague en décembre 1987 se casse les dents sur la question agro-alimentaire, qui n'est pourtant pas la colonne vertébrale des questions économiques, mais qui absorbe les deux tiers du budget européen et met au grand jour les rivalités et intérêts antagoniques des Etats d'Europe qui ne peuvent se déterminer dans les questions communautaires sous les contraintes de fer de leurs comptes nationaux.

Il aura fallu un deuxième sommet à Bruxelles deux mois plus tard pour "sauver in-extremis l'Europe" selon l'expression de la plupart des commentateurs bourgeois, grâce à des artifices techniques (subventions accordées par chaque pays aux terres mises en friche notamment) qui en définitive reportent la solution de la surproduction agricole du niveau de la Communauté européenne au niveau national des gouvernements! La belle et effrontée suffisance de tous les prédicateurs d'une grande Europe de l'Ouest en a pris un sacré coup et l'objectif de 1992, qui implique 300 mesures d'unification tarifaire, fiscale, technique, apparaît donc comme insaisissable.

Il implique entre autre l'unification des prélèvements fiscaux indirects (TVA); il faudra donc que certains pays se privent d'importantes ressources budgétaires alors que d'autres y trouveraient au contraire de substantiels avantages, avec pour conséquences des implications importantes sur le niveau des prix des marchandises et cela dans une période de concurrence économique et financière toujours plus exacerbée. Alors, comme pour la question agricole se posera la question de savoir qui paiera les différences et chaque bourgeoisie nationale se tournera vers son prolétariat pour lui demander un effort supplémentaire.

Donc loin d'aplanir les antagonismes nationaux, l'Europe ne fait que provoquer des chocs supplémentaires et attiser les querelles de clochers et se révèle être avant tout un moyen pour chaque capitaliste y participant de faire valoir ses intérêts contre les autres.

Car face à un monde capitaliste s'enfonçant dans le gouffre de la crise, chaque bastion national du capital, européen ou pas, essaie de sauver sa propre peau et ce n'est que la conjonction partielle et momentanée d'intérêts contre

(Suite en page 4)

Contre la farce électorale NON A LA PAIX SOCIALE OUI A LA LUTTE DE CLASSE

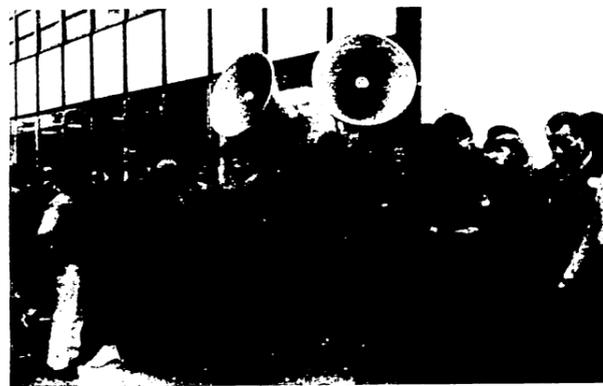
Rassemblement des français et préservation de la paix sociale, tels sont les thèmes essentiels agités par les grands candidats à l'élection présidentielle, tandis que les "commentateurs" et autres politologues stipendiés des médias bourgeois se félicitent de la disparition dans cette campagne des thèmes "démagogiques" et "idéologiques" et de la victoire du "réalisme".

A travers les discours électoraux et les thèmes de campagne de droite ou de gauche c'est en fait l'idéologie capitaliste qui s'exprime crûment: rang de la France dans le monde, compétitivité des entreprises, investissements, formation de la main d'oeuvre (pardon: des jeunes), préparation à la concurrence européenne. Les problèmes des travailleurs sont rarement évoqués et lorsqu'ils le sont, c'est sous la forme la plus crassement bourgeoise: même pas de promesses de faire diminuer le chômage, mais des promesses de faciliter la création d'entreprises par les chômeurs, des engagements vagues de "maintenir" le système d'assurance sociale, des phrases sur un revenu vraiment minimum pour les sans-ressources ou sur la possibilité éventuelle d'un droit de vote au rabais pour les travailleurs immigrés ... dans un futur indéterminé.

Les promesses électorales classiques, portant sur les besoins les plus pressants des prolétaires, sont soigneusement abandonnées aux "petits candidats", dont le P.C fait aujourd'hui partie.

(Suite en page 2)

SOUS LES COUPS DU CAPITAL SE DEVELOPPERA LA FORCE DU PROLETARIAT



La bourgeoisie et tous ces chantres prétendent que la classe ouvrière est en voie de disparition, que ses intérêts se confondent aujourd'hui avec ceux du capital national, ou d'entreprise. Les travailleurs en Europe (ici ceux de la SNECMA) par leurs luttes actuelles infligent un vigoureux démenti à cette grossière intoxication idéologique !

Dans notre article sur "La Question ouvrière" nous avons vu le rôle central du prolétariat dans l'affrontement contre le capitalisme. Ce rôle la bourgeoisie et son armada d'idéologues recrutés jusque dans la frange de l'ex-trême-gauche, aujourd'hui sacrifiée à la mode de l'"alternatif rouge-vert", s'efforcent de le nier avec une insistance qui trahit en définitive leur inquiétude face à cette force de classe encore en veilleuse mais qui, sous les coups répétés des offensives qu'elle subit, redonne quelques signes de vie qui ne se mesurent pas tant à leur importance en volume mais par leur nature parfois très dure (grève des mineurs anglais en 1984 par exemple) et surtout par l'indépendance plus prononcée qu'elles prennent vis-à-vis de la bonzerie syndicale.

Ce sont évidemment, pour ce qui concerne l'Europe, dans les pays les plus marqués par la crise que surgissent les mouvements de lutte les plus fermes.

L'Angleterre, où le capital sous la main de fer de Thatcher fait subir au prolétariat les conséquences dramatiques d'une grande cure de régénération, est secouée par de nombreuses grèves, autant dans les secteurs de production proprement dit que dans les secteurs du service public, l'Etat agissant dans son domaine avec le même esprit de gestion hussarde que dans le privé.

En fin d'année passée, les infirmières du NHS, service national de la santé, ont donc ouvert le feu par une série de grèves et de manifestations massives dirigées contre la compression des salaires et contre la dégradation générale de leurs conditions de travail.

Le mouvement a débuté en octobre avec la grève des infirmières d'Edimbourg qui après 7 semaines ont obtenu l'embauche de 60 personnes en supplément de leur effectif. Début février la grève

(Suite en page 3)

Contre la farce électorale

(Suite de la page 1)

La physionomie de cette campagne présidentielle reflète bien la situation générale actuelle de la société, où la classe ouvrière semble briller par son absence, comme si les analyses bourgeoises à propos de sa "disparition" progressive et inexorable étaient correctes. Les grands politiciens bourgeois ne se donnent même pas la peine de faire miroiter de séduisants leurres pour faire renoncer les travailleurs à la lutte par la perspective d'obtenir satisfaction par la voie électorale.

LES PROBLEMES DE LA BOURGEOISIE DANS LE MIROIR DES ELECTIONS

Cependant cette soi-disant "disparition" de la classe ouvrière à laquelle nous répondons plus longuement dans un autre article, n'est qu'une trompeuse apparence, aussi bien dans la vie réelle que dans la campagne électorale.

Les élections sont un moment important dans la vie politique des pays capitalistes développés, des démocraties bourgeoises. Leur rôle essentiel est de faire vivre parmi les masses l'illusion, sinon de décider réellement, du moins d'avoir "leur mot à dire" sur la marche de la société. Chaque citoyen, selon la mythologie démocratique, dispose grâce à son bulletin de vote, de la même parcelle de souveraineté, du même pouvoir de peser sur les orientations de l'Etat, qu'il soit un riche banquier, un puissant patron d'usine ou le plus démuné des prolétaires.

Cette idéologie démocratique est essentielle pour les sociétés capitalistes parce qu'elle camoufle la réalité de la domination de classe de la bourgeoisie, parce qu'elle tend à dévier les affrontements sociaux nés des heurts des intérêts antagonistes des différentes classes, sur le terrain inoffensif des luttes d'idées pour remporter les élections, parce qu'elle détourne donc ainsi la classe opprimée de la seule voie qui peut changer son sort, la voie de la lutte révolutionnaire collective, ouverte et violente pour renverser l'ordre établi.

Les élections constituent aussi un enjeu pour les différents cénacles, bandes, groupes et partis qui constituent l'appareil politique bourgeois et à travers desquels passent les intérêts des fractions bourgeoises correspondantes. Mais, quels que soient les résultats des élections, ces intérêts bourgeois rivaux trouvent toujours à se frayer un chemin. Un récent article du "Monde" a montré de façon saisissante comment les intérêts particuliers infléchissent les décisions et les orientations politiques de tel ou tel parti au pouvoir, non par rapport aux volontés et aux intérêts des électeurs de ce parti, mais par rapport à "l'intérêt général" défendu par l'administration intangible de l'Etat, c'est-à-dire l'intérêt général du capitalisme. Derrière la fiction de "la volonté populaire", de "la souveraineté nationale", les intérêts capitalistes tissent tout un réseau de relations, étroitement imbriqué avec l'appareil d'Etat, sujet à de perpétuelles et sourdes luttes d'influences dans lesquelles sont englués les "représentants du peuple" et les gouvernements:

" L'apport (des groupes de pression-NDLR) au bon fonctionnement de la démocratie n'a en revanche pas souvent été souligné. Et pourtant ! Un homme politique serait facilement prisonnier de son idéologie et de sa seule expérience professionnelle, un fonctionnaire, de sa compétence technocratique, si des groupes de pression ne leur permettaient pas d'avoir une autre vision des choses, souvent plus concrète (!), de connaître par la voie de ses membres la réalité d'une profession. Ni l'élus, ni l'administration ne peuvent être omniscients, les lobbies participent à leur formation continue (!). (...) Il s'agit d'une forme d'ouverture de l'Etat à la société civile" (1). Une telle description de la démocratie bourgeoise est habituellement soigneusement cachée...

L'Etat bourgeois est ouvert en permanence aux intérêts capitalistes, indépendamment des épisodes électoraux et des changements éventuels de personnel politique. Cependant ces changements de personnel politique sont l'occasion pour que se modifient et se nouent des rapports de force entre groupes bourgeois. Nous avons déjà rappelé dans ces colonnes que la juteuse affaire des nationalisations (d'autant plus juteuse que la myriade de petits porteurs alléchés par l'aubaine se sont faits rouler dans l'histoire) a profité quasi exclusivement à une poignée de grands groupes qui financent le RPR. Raymond Barre s'est fait le porte-parole des groupes évincés, derrière sa revendication d'un "Etat impartial"; Etat impartial pour les bourgeois, bien entendu ! Pour les

prolétaires, Barre, comme ses compères, n'envisage que l'austérité.

Le parti socialiste, du fait de sa longue marche dans l'opposition, n'entretient pas de liens aussi stables et aussi étroits avec tels ou tels grands groupes capitalistes. Cela lui donne en théorie une possibilité plus grande d'oeuvrer à l'intérêt général bourgeois fût-ce en bousculant des intérêts particuliers. Mais cela lui donne aussi en fait la possibilité de se vendre au plus offrant.

La campagne Mitterrand en a donné la démonstration frappante. Elle s'est ouverte par une attaque contre les "bandes" qui accaparent l'Etat bourgeois, dans une offre donc de service ouverte aux forces qui soutiennent Barre; et elle a continué, sous le signe de l'absence totale du moindre engagement à une politique différente de ses concurrents, par des appels appuyés aux "hommes de valeur" de la Droite, avec la promesse de ne pas chercher à dissoudre le Parlement, donc de garantir le maintien aux affaires de la majorité actuelle...

C'est là la cuisine électorale, où chacun des candidats se dispute les faveurs des clans bourgeois concurrents. Mais ce qui est révélateur de l'état d'esprit et de l'orientation de la classe bourgeoise dans son ensemble, c'est l'accent mis sur le "rassemblement des français" et la "paix sociale".

La campagne Mitterrand est centrée sur ces thèmes, car c'est évidemment la qualité première, et la plus utile pour les capitalistes des pompiers sociaux que sont les partis de gauche. Mais le fait que ces thèmes aient été repris par les autres candidats est la démonstration qu'il répond à une préoccupation réelle parmi la bourgeoisie.

Depuis les manifestations lycéennes et les grèves des cheminots, le gouvernement Chirac a abandonné la réalisation de ses projets politiques et largement mis de côté son agressivité sociale; depuis le krach de la Bourse, il a du en faire de même sur le plan économique, pour se contenter d'une gestion au jour-le-jour jusqu'aux échéances électorales.

Le bon Raymond Barre, ex-star des sondages quand le gouvernement Chirac se débattait dans ses problèmes, a vu son étoile pâlir au fur et à mesure que se rapprochaient les élections et que se multipliaient les abandons dans son propre camp; c'est que lui aussi inquiète: "Malgré l'avantage indiscutable de ce positionnement, R. Barre suscite pourtant certaines inquiétudes. (...) Saurait-il s'adapter, transiger, écouter les contradicteurs, apaiser les conflits? Bref, élu président, ne provoquerait-il pas à terme d'insupportables tensions politiques et sociales?" Voilà ce qu'écrivait en début d'année un journal financier (2).

Apparemment absente, réduite au silence, la classe ouvrière préoccupe cependant la bourgeoisie, qui craint d'autant plus ses éventuelles réactions que l'encadrement réformiste politique et syndical s'affaiblit (3).

Cette crainte est encore avivée par la perspective de l'entrée dans une nouvelle récession mondiale, malgré l'optimisme ostensiblement affiché à ce sujet. La bourgeoisie française avait réagi à la crise de 74-75 par une gestion dite "social-démocrate" du nouveau président élu à l'époque, Giscard: "décrispation" en politique (avec des regards tournés vers le PS) et relance artificielle en économie pour amortir au maximum les effets immédiats de la crise.

La récession suivante, de 80-81-82 vit le passage du relais directement à un gouvernement de gauche, chargé de mettre l'économie sur pied (austérité) tout en évitant un mouvement social.

La récession de 88-89 ? va se reproduire à la bourgeoisie une situation analogue; déjà la détérioration du commerce extérieur, du solde des échanges industriels, témoigne que de nouvelles restructurations sont inévitables, avec à la clé une nouvelle poussée du chômage et un tour de vis social supplémentaire.

Qui pourra le mieux faire avaler la pilule aux prolétaires ? Voilà le problème pour la bourgeoisie.

- C'est moi ! répond Mitterrand, en s'appuyant sur le fait qu'il a fait ses preuves sur le terrain, de 81 à 86. Son offre de service est explicitée par Rocard dans un quotidien patronal:

"Je pense qu'il y aura un prix (aux politiques libérales-NDLR) dur à payer en cette fin de siècle en conflits sociaux. (...) Tous les chefs d'entreprise modernes ont mesuré l'efficacité économique de bonnes relations sociales. Et nous en savons, nous, la nécessité politique et humaine. L'identité du socialisme démocratique en 1988, elle est là" (4). Toujours prêt à endormir les prolétaires au grand profit des patrons!

OUI A LA LUTTE DE CLASSE !

Les capitalistes et leurs laquais réformistes n'ignorent donc pas où se trouve le péril, tant sur le péril strictement de l'efficacité économique que sur celui de la stabilité politique. Le péril, il est dans le développement des conflits sociaux, dans la réapparition de la lutte de classe que suscitera tôt ou tard "en cette fin de siècle" le cours même du capitalisme français et mondial.

Pour prévenir, retarder ou dévoyer les affrontements sociaux, les illusions démocratiques jouent un rôle important, qui n'a pas été épuisé par la démonstration pratique, depuis 81, de l'impasse de la voie électorale et réformiste. Et même si les illusions dans les partis de gauche sont au plus bas, il reste toujours l'idée qu'il est possible d'éviter le pire, en "battant la droite", en votant "contre Le Pen", etc. La démocratie électorale est toujours capable de présenter un méchant qui fait utilement figure de repoussoir pour mieux faire se résigner les prolétaires à subir la politique du "moindre mal".

Sur le terrain de l'isoler les prolétaires sont toujours battus, car c'est le terrain de l'atomisation de la force potentielle de classe en une infinité d'opinions individuelles dont l'orientation et les résultats sont déterminés en dernière analyse par la bourgeoisie: les idées dominantes sont les idées de la classe dominante disait Marx de façon lapidaire.

L'utilisation des élections, même soi-disant sans illusions, pour que les travailleurs puissent "s'exprimer", "se faire entendre", "piquer un coup de colère" (version PCF ou LO) ou pour reconstituer une gauche vraiment de gauche (version Juquin) est une dangereuse impasse qui ne peut que détourner les prolétaires combattifs du seul terrain fécond, celui des affrontements de classe.

Loin du monde truqué et préfabriqué des consultations électorales, le terrain des combats de classe, tant sur les plans économiques (revendicatifs) que politiques (révolutionnaires) est le seul qui peut permettre la reconstitution de la force du prolétariat et ses victoires futures.

Dès aujourd'hui, il est possible d'indiquer comme autrement plus importantes pour la classe ouvrière que la réparti-

tion des bulletins au soir du 8 mai, les luttes obstinées, ignorées des médias qui se mènent en pleine orgie électorale, de CHAUSSON à la SNECMA, en passant par RENAULT. En rompant la trêve électorale, en menant des luttes dures pour des objectifs unifiants, dans l'unité des français et des immigrés, c'est l'alternative de la lutte de classe que ces travailleurs indiquent, qu'ils en aient ou non conscience.

Il n'est pas possible aux révolutionnaires et aux prolétaires combattifs de pousser, par leur seule volonté ou par la magie de leur propagande, la classe sur cette voie. Mais il leur est possible d'y préparer les travailleurs et de s'y préparer eux-mêmes, non seulement en tournant le dos au terrain électorale - ce qui à lui seul est bien peu - mais en s'attachant au travail de rétablissement des liens de classe, de démolition de l'influence paralysante de l'opportunisme politique et syndical sur le prolétariat, de lutte sans trêve contre le capitalisme, ses idéologies et ses campagnes de paix sociale et d'union nationale, et les divisions qu'il entretient parmi les travailleurs.

CONTRE LA FARCE ELECTORALE, A BAS LE CAPITAL ET TOUTES SES PATRIES, A BAS LA BOURGEOISIE ET TOUTS SES PARTIS A BAS L'IMPERIALISME, SES CRISES ET SES GUERRES !

POUR L'UNION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET LA RECONSTITUTION DU PARTI COMMUNISTE MONDIAL, ARME INDISPENSABLE DE LA REVOLUTION PROLETAIRIENNE ! VIVE LA LUTTE DE CLASSE !

(1) "Les marchands d'influence", "Le Monde", 1/4/88. L'article décrit comment les députés socialistes qui n'avaient qu'une connaissance théorique et donc lointaine de l'entreprise, n'ont eu qu'à se féliciter de ces nombreux contacts. "groupements et syndicats professionnels ont de tout temps joué ce rôle de formation, d'information des élus et des fonctionnaires, etc. etc." Ce qui est décrit ici de manière anodine, c'est la façon dont la bourgeoisie "forme" ses serviteurs, qu'ils soient élus ou fonctionnaires. On est bien loin de la fiction démocratique !

(2) "Les inquiétantes qualités de R. Barre", "La Tribune de l'Economie", 18/1/88.
(3) cf., par exemple, le "il faut des syndicats forts" de Seguin au congrès de la CFTC en novembre.
(4) "Les Echos", 19/4/88

ARLETTE SUR LES PAS DE KAUTSKY

LUTTE OUVRIERE prétend utiliser les campagnes électorales comme des tribunes pour diffuser "les idées révolutionnaires" grâce au "franc-parler" de son porte-parole traditionnel.

De notre côté, nous avons montré à chaque fois comment l'électoratisme de L.O., sa chasse aux voix, la conduisent régulièrement à ne présenter, en fait d'idées révolutionnaires, qu'une triste régurgitation des positions réformistes.

Les élections présidentielles actuelles ont peut-être été l'occasion d'une certaine "radicalisation" de L.O.: pour la première fois, elle n'a pas appelé à voter Mitterrand au 2ème tour. Mais cette terrible radicalisation, qui est par ailleurs calquée sur les hésitations du PCF à soutenir le candidat socialiste, n'a pas modifié l'essence du discours de L.O., maintenant bien rodé et bien adapté au cirque électoral dont Arlette est devenue l'un des éléments les plus constants.

Cette adaptation opportuniste est particulièrement manifeste à la lecture du "livre-programme" publié à l'occasion des élections, "Il faut changer le monde".

Il ne s'agit pas de reprocher à L.O. qu'on n'y trouve pas tout le "programme socialiste", mais de constater que les "réponses aux hommes politiques et aux intellectuels de la bourgeoisie" qui y sont données, sont dans la droite ligne des théorisations classiques de l'opportunisme, combattu depuis qu'il existe par les véritables communistes révolutionnaires.

Le thème fondamental de ce livre, c'est la critique du capitalisme au nom de la démocratie, et l'assimilation du socialisme à la démocratie véritable.

C'est ainsi que, lorsqu'elle veut donner des exemples concrets de ce que serait le socialisme, Arlette ne va pas au delà d'une simple amélioration de ce qui existe aujourd'hui: "l'accès de tous les courants d'idées aux grands moyens d'information de manière à ce

que tous les citoyens puissent se forger leurs opinions en connaissance de cause", l'élection des juges et des responsables de la police, "le maximum d'autonomie reconnu aux assemblées locales ou régionales", une police exercée par des "milices de citoyens", "les commissariats et leurs dossiers ouverts à la population", "un Etat (...) infiniment plus démocratique, (...) et bien moins coûteux" (1).

Aucun des traits du plein socialisme (ou du communisme) ne sont évoqués dans cette description idyllique d'une société qui ressemble à une version idéalisée de la société actuelle: disparition de l'Etat, et donc de la démocratie comme forme d'Etat (cf Lénine "L'Etat et la révolution"), en même temps que la disparition des classes disparition du travail salarié, de l'argent, de la division bourgeoise du travail, de la séparation entre ville et campagne, entre pays riches et pays pauvres; disparition des frontières nationales, organisation de l'économie selon un plan unique mondial visant à satisfaire les besoins non d'une classe ou d'une minorité, mais ceux de l'humanité toute entière, en harmonie avec l'environnement naturel ...

Ce qui est décrit dans le texte de L.O., ce n'est pas le socialisme (sans compter que certaines de ces caractéristiques pseudo-socialistes, comme l'élection des juges et des shérifs sont déjà en vigueur depuis près d'un siècle... aux USA); c'est une société qui n'existe ni n'existera jamais, sinon dans la propagande des réformateurs sociaux. En fait L.O. n'est pas capable d'aller au delà des aspirations et des rêves réformistes, typiquement petits-bourgeois d'une société libérée du "pouvoir de l'argent", où "les petits" ne seraient plus écrasés par "les gros", où les élections seraient "vraiment démocratiques", où les beaux idéaux de la démocratie deviendraient réalité.

ARLETTE

Mais, nous objectera-t-on, Arlette n'a peut-être pas voulu décrire le socialisme, mais seulement la société qui suit la prise du pouvoir par le prolétariat et où existe donc encore des classes et un Etat.

Le marxisme a un nom bien précis pour ce régime: la dictature du prolétariat.

Mais ce nom sonne affreusement aux oreilles démocratiques; aussi L.O. l'a-t-elle remplacé par l'incolore "pouvoir ouvrier" avec cette caractéristique: "la plus démocratique des sociétés".

Mais cela ne suffit pas: il faut faire disparaître non seulement le nom mais la chose, si on ne veut pas heurter "beaucoup de gens et pas seulement des adversaires de la classe ouvrière (sic), des travailleurs eux-mêmes". Et L.O. de nous expliquer impudemment:

"Quand Marx a utilisé pour la première fois cette expression de "dictature du prolétariat", ce n'était évidemment pas pour dire que le pouvoir des travailleurs devait revêtir une forme dictatoriale" (2) !

Il fallait comprendre, selon L.O. que cette "dictature" serait "infiniment plus démocratique" pour "la grande masse de la population". Cette précision pourrait passer à condition de remplacer "grande masse de la population", ce qui englobe nécessairement plusieurs classes, par classe ouvrières et couches prolétariées.

Mais L.O. n'est pas encore satisfaite d'avoir noyé le prolétariat dans cette grande masse. Arlette ajoute:

"La dictature du prolétariat, cela ne signifie même pas nécessairement que les membres des anciennes classes possédantes soient privées de tous droits politiques." Le problème est que c'est pourtant ce qui s'est passé dans la révolution russe; "mais cela ne faisait pas partie du programme des bolchéviks. Et je crois que si la classe ouvrière est contrainte à de telles mesures, cela constituera déjà une demi-défaite pour elle, car le socialisme aura besoin pour triompher, du maximum d'espace de liberté" (3). Lier le triomphe du socialisme aux libertés politiques accordées à la bourgeoisie, c'est fort !

C'est surtout, presque mot pour mot les arguments opposés par "le renégat" Kautsky, le grand pontife social-démocrate,

aux bolchéviks. Comme Arlette, Kautsky est embarrassé par le terme de "dictature du prolétariat", un "petit mot" échappé à Marx, dont il donne son interprétation:

"Pour Marx, la dictature du prolétariat était un état de choses qui découle nécessairement de la démocratie pure, le prolétariat formant la majorité"(4).

Lénine, qui commente avec indignation les déformations Kautskystes, résume ainsi son opinion, et la raclée qu'il assène à Kautsky vaut aussi pour L.O.:

"Kautsky a altéré de la façon la plus inouïe l'idée de dictature du prolétariat en faisant de Marx un vulgaire libéral (...). En "interprétant" l'idée de dictature révolutionnaire du prolétariat de façon à en éliminer la violence révolutionnaire de la classe opprimée sur les oppresseurs, Kautsky a battu le record mondial de la déformation libérale de Marx."

Kautsky est pourtant capable tout comme L.O. de reconnaître du bout des lèvres que la violence peut être nécessaire après la révolution, puisqu'il écrit:

"Un régime aussi solidement ancré dans les masses (que le régime révolutionnaire-NDLR) n'a aucune raison d'attenter à la démocratie. Il ne pourra pas toujours se passer de la violence (...): On ne peut répondre à la violence que par la violence. Mais un régime qui sait avoir les masses pour lui n'emploiera la violence que pour défendre la démocratie, non pour l'anéantir. Il commettrait tout bonnement un suicide s'il voulait supprimer sa base la plus sûre, le suffrage universel, source profonde d'une puissante autorité morale."

Après lui avoir opposé la phrase célèbre d'Engels - "le parti qui a triomphé dans la révolution doit maintenir sa domination par la terreur que ses armes inspirent aux réactionnaires" - Lénine explique en détail la fausseté du raisonnement Kautskyste, et le pourquoi de la dictature du prolétariat. Nous reproduisons une grande partie de ce passage, salutaire pour qui est habitué à la prose de nos kautskystes actuels:

"On peut défaire d'un coup les exploités, par une insurrection victorieuse dans la capitale ou une révolte de troupes. Mais à part quelques cas très rares, exceptionnels, on ne peut les anéantir d'un seul coup. On ne peut d'un coup exproprier tous les propriétaires fon-

ciers et tous les capitalistes d'un pays de quelque importance. Ensuite, l'expropriation à elle seule, en tant qu'acte juridique ou politique est loin de résoudre le problème, car il faut destituer en fait les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, les remplacer en fait par une autre gestion - gestion ouvrière - des usines et des domaines. Il ne saurait y avoir d'égalité entre les exploités qui, durant de longues générations, s'étaient distingués par leur instruction, par leur train de vie et par les habitudes acquises, et les exploités, dont la masse, même dans les républiques bourgeoises les plus avancées et les plus démocratiques, reste accablée, inculte, ignorante, craintive, divisée. Longtemps après la révolution (souligné par nous-NDLR), les exploités conservent nécessairement une série de réels et notables avantages: il leur reste l'argent (impossible de le supprimer d'un coup), certains biens mobiliers, souvent considérables; il leur reste des relations, des habitudes d'organisation et de gestion, la connaissance de tous les "secrets" de l'administration (...); il leur reste une instruction plus poussée, des affinités avec le haut personnel technique (bourgeois par sa vie et son idéologie); il leur reste une expérience infiniment supérieure de l'art militaire (...).

Si les exploités ne sont battus que dans un seul pays, et c'est bien entendu là le cas typique, la révolution simultanée dans plusieurs pays étant une rare exception, ils restent toutefois plus forts que les exploités, puisque les relations internationales des exploités sont immenses (...)" et la bourgeoisie internationale vient au secours de ses collègues renversés.

Dès lors, les raisonnements de Kautsky (et de L.O.) sur la démocratie ne sont pas seulement "dignes d'un vulgaire libéral"; "c'est tromper les masses, leur cacher une évidente vérité historique selon laquelle il est de règle que dans toute révolution profonde les exploités conservant durant des années de gros avantages réels sur les exploités, opposent une résistance prolongée, opiniâtre, désespérée. (...) Et derrière les capitalistes exploités, c'est la grande masse de la petite-bourgeoisie qui (...) hésite et balance, qui aujourd'hui suit le prolétariat et demain, effrayée des difficultés de la révolution, est prise de panique à la première défaite ou demi-défaite des ouvriers, s'aff-

fole, s'agite, pleurniche, court d'un camp à l'autre..."

La prise du pouvoir, après la victoire de l'insurrection armée (au sujet de laquelle Arlette maintient un silence total) ne signifie pas la fin de la lutte des classes, mais au contraire l'exaspération et la généralisation de la guerre civile au niveau national et international. Dans ces conditions, renoncer pratiquement à l'exercice dictatorial du pouvoir en accordant des droits politiques aux capitalistes, travestir le sens réel de la dictature, en diminuer par avance la portée, c'est préparer la défaite de la classe ouvrière.

"Qui renonce par principe au terrorisme - écrit Trotsky - c'est-à-dire aux mesures d'intimidation et de répression à l'égard de la contre-révolution acharnée et armée, doit également renoncer à la domination politique de la classe ouvrière, à sa dictature révolutionnaire. Qui renonce à la dictature du prolétariat, renonce à la révolution sociale et fait une croix sur le socialisme" (5).

Mais pour Lutte Ouvrière la révolution et le socialisme sont bien lointains, tandis que les élections sont là. Parler sans fard de la violence révolutionnaire, de la dictature du prolétariat, ce serait sans aucun doute éduquer les prolétaires, leur faire connaître réellement "les idées révolutionnaires". Mais ça aurait le grand inconvénient de heurter quelques électeurs et de faire perdre des voix.

Alors, bien sûr, L.O. préfère déformer le marxisme pour le rendre compatible avec l'idéologie démocratique et pacifiste, préfère marcher dans les pas de Kautsky plutôt que dans ceux des bolchéviks, démontrant une fois de plus que la préparation électorale n'est pas compatible avec la préparation révolutionnaire.

(1) Arlette Laguiller, "Il faut changer le monde", supplément à L.O., avril 88, chapitre "Oui, le pouvoir ouvrier, ce sera la plus démocratique des sociétés"

(2) ibid., p. 142.

(3) ibid.

(4) Kautsky "La dictature du prolétariat" cité par Lénine dans "La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky", 1918. Les citations de Lénine qui suivent sont tirées du même ouvrage.

(5) Trotsky "Terrorisme et communisme" 1920, Ed. Prométhée, p.33.

SOUS LES COUPS DU CAPITAL SE DEVELOPPERAIT LA FORCE DU PROLETARIAT

(Suite de la page 1)

éclata dans les hôpitaux de Londres pour s'étendre ensuite dans les Midlands et le Yorkshire et jusqu'en Ecosse à la fin du mois.

Mais les infirmières, auxquelles se joignaient dans bien des cas les autres catégories de travailleurs hospitaliers se trouvèrent dès les premiers jours de leur radicalisation en bute aux instances syndicales officielles des deux syndicats de la branche, le NUPE (syndicat national des employés des services publics) et la COHSE (confédération des employés des services de la Santé) dont la fonction aura été selon leur vieille tradition bien établie d'agents du capital de mettre un frein à cette magnifique lutte qu'ils ne pouvaient ni maîtriser ni empêcher. En alliance avec le parti travailliste elles sabotèrent les tendances naturelles d'étendre, de consolider et de durcir la grève, mais aussi empêcheront que ne se développe dans un élan de solidarité et d'unification des luttes, un front plus large de lutte. Pourtant les possibilités d'unification, de solidarité et d'extension ne manquent pas en Grande-Bretagne où le prolétariat a une riche expérience de lutte et sait parfaitement par sa propre pratique que son unité, sa solidarité sont non seulement la meilleure garantie de succès de ses luttes mais aussi son plus superbe résultat.

Les infirmières qui avaient réclamé 20% d'augmentation salariale obtiendront finalement de Thatcher 15,3%, une amélioration qui n'aurait jamais pu être obtenue par la voie du "dialogue" et de la "concertation entre partenaires sociaux" défendue par les appareils syndicaux. Ce qui a été décisif - et cela est valable pour toute lutte - c'est la mobilisation la plus massive, l'action de grève le fait que les bureaucrates syndicaux n'aient pu mener la barque, tout à fait comme il l'auraient voulu, étant donné la volonté des infirmières de se mobiliser dans une action directe, et l'extension de la lutte à tout le territoire, ses efforts de coordination, la solidarité active de nombreuses autres catégories de travailleurs.

Simultanément à cette lutte dans un secteur jusqu'alors peu touché par les vagues sociales, une autre grève de grande ampleur éclatait en février: celle des ouvriers de Ford, déclenchée pour s'opposer aux nouvelles formules de contrat qui tendent à réduire l'ouvrier à l'état de journalier à la merci totale des nécessités immédiates du capital. Pour faire face à la guerre commerciale que se livrent les grands constructeurs d'automobiles, chaque entreprise s'efforce d'augmenter la part de travail non payée de l'ouvrier, et pour cela agissent sur les conditions d'embauche, de salaire, de travail, de discipline, etc. Dans le cas de Ford, l'objectif est le même que chez les autres concurrents: faire grimper la productivité du travail au niveau de celle de l'industrie automobile japonaise! Pour cela la direction tente tous les moyens pour faire "fructifier" la force de travail encore mieux. Pour exercer le chantage à l'emploi qui rend dociles et non revendicatifs les ouvriers, elle instaure les contrats à court terme; pour éliminer les temps morts elle instaure la flexibilité du travail; pour assurer une pression et un flicage plus efficace elle instaure les chefs de groupe et les cercles de qualité, véritable jauge patronale permettant notamment, comme au Japon, de repérer et licencier ceux échouant, tout ouvrier se "désintéressant de l'amélioration de son travail" et ainsi finalement de détruire la capacité des ouvriers à s'organiser.

Début février donc, 32000 ouvriers de Ford déclenchent la "grève illimitée" pour refuser ces nouvelles conditions de travail dans toutes les usines du groupe et en particulier pour s'opposer à la planification au rabais des salaires pour les années à venir. Ils venaient en effet de refuser un compromis syndical sur une augmentation des salaires de 7% pour 1988 et de 2,5% pour les deux années à venir, accord largement insuffisant pour rattraper toutes les pertes subies auparavant.

Là aussi les appareils syndicaux se distinguèrent par leur trahison honteuse de la grève. Acquis aux nouvelles formules de contrats et d'organisation du

travail, le syndicat de la branche, le TGWU, fera tout pour isoler la grève et casser son élan. Le résultat de ce travail ne se fera pas attendre et après deux semaines de grève, les ouvriers, trompés et trahis, voteront en faveur d'un accord totalement vide pour eux mais respectant parfaitement les objectifs salariaux patronaux. Cet accord final ressemble d'ailleurs comme deux gouttes d'eau à celui refusé par les ouvriers et objet de la grève. Il prévoit toujours les 7% d'augmentation pour l'année à venir et à choix pour les deux années suivantes: 7% quelque soit l'inflation ou 2% de plus que l'inflation.

Les bonzes syndicaux, accompagnés dans leur liesse par le PC britannique, proclameront haut et fort leur satisfaction d'un accord dont l'acceptation par les grévistes mettait fin à une lutte qui aurait pu être un puissant détonateur comme celle d'il y a dix ans qui coûta la place bénie au gouvernement pour les travaillistes. Mais les temps ont changé, la bourgeoisie est plus solidaire que jamais entre ses diverses fractions et les travaillistes, sur le terrain syndical et parlementaire, viennent au secours de leurs soit-disant ennemi conservateur lorsqu'il s'agit de faire face à la classe ouvrière en lutte.

L'extension de la grève aurait dû être le premier objectif dans une situation où le terrain est si favorable puisque General Motors et Land Rovers se sont aussi mis en grève et que les ouvriers de Vauxhall sont confrontés aux mêmes problèmes.

A ces deux luttes est venues s'ajouter celle des milliers de marins britanniques bloquant les ports de la manche en février pour s'opposer aux licenciements de 161 d'entre eux, leur grève touchant par solidarité toutes les compagnies de transport trans-Manche. Dans ce cas aussi la tactique du syndicat sera de saboter la grève en appelant à la reprise, sans avoir rien obtenu de tangible.

En Suède ce sont les 40000 employés de Volvo qui se sont mis en grève pour défendre leur salaire, grève à laquelle le patronat ripostera par le lock-out

des 100000 autres travailleurs du groupe.

En France le début de l'année est aussi marqué par une série de grèves, à commencer par celle des marins, faisant écho à celles de leurs camarades britanniques, pour la défense de leur place de travail face aux offensives patronales de restructuration de cette industrie du transport qui aura bientôt à souffrir de la concurrence du tunnel.

D'autres grèves éclatent à la même époque, Chausson, à Gennevilliers et à Meudon, se met en grève, les travailleurs exigeant 1000 francs d'augmentation pour tous.

Puis se sera celle des pilotes d'Air-Inter contre les mesures de rentabilisation à risque du pilotage à deux, grève qui sera associée à celle du personnel au sol luttant pour la défense de leur salaire et de leurs conditions de travail.

Le mouvement ne s'arrête pas là, la SNECMA de Gennevilliers et de Villaroche se met aussi en grève et toujours pour défendre leur salaire.

La grève de la SNECMA est exemplaire à plus d'un titre, malgré toutes les difficultés qu'elle rencontre, notamment par la chape de plomb de la bonzérie syndicale, et elle peut être prise, comme la grève des cheminots comme un point de référence à plus d'un titre.

Tout d'abord la revendication de salaire. Comme les infirmières britanniques qui réclamaient une forte augmentation, les travailleurs de la SNECMA qui sibissent depuis bien longtemps, comme les autres prolétaires en France les compressions de salaire, ne réclament pas une miette, mais se battent pour une augmentation substantielle, à savoir 1500F.

Les appareils syndicaux qui ont toujours joué la carte de l'économie nationale, donc des intérêts bourgeois et capitalistes, cherchent toujours à rendre compatibles les nécessités compatibles de l'entreprise (maintien des profits à un niveau respectable) et les augmentations ou les revendications des travailleurs, limitées donc au maximum. La grève de la SNECMA indique qu'une tendan-

(Suite en page 4)

SOUS LES COUPS DU CAPITAL

(Suite de la page 3)

ce, même si c'est encore un phénomène très ponctuel, est en train peut-être de se dessiner parmi le prolétariat pour ne plus tenir compte de cette satanée "solidarité d'entreprise" qui enchaîne les prolétaires aux intérêts du capital. Il est clair qu'à la SNECMA les travailleurs ont avancé cette revendication parce que l'entreprise avouait d'énormes bénéfices; ils ont d'une certaine façon tenu compte de la santé de l'entreprise. Ils ont sauté sur l'occasion, qui peut-être ne se représentera pas de sitôt. Mais ce qui est formidable dans cette grève, c'est que les travailleurs de la SNECMA ne se sont pas retranchés derrière les murs de l'entreprise, mais ont cherché à élargir et à étendre non seulement leur revendication, mais aussi leur moyen de lutte, la grève, à d'autres catégories de travailleurs.

Si les médias font généralement le silence sur cette lutte, ce n'est pas par hasard. La bourgeoisie ne tient pas du tout à ce que se popularise une telle revendication et de tels moyens de lutte; elle craint par dessus tout que les prolétaires de France suivent l'exemple des infirmières anglaises...

La deuxième caractéristique de cette revendication est qu'elle est unitaire; c'est cela sa force, qui la rend transmissible à d'autres catégories de travailleurs car tous les prolétaires peuvent s'y reconnaître. C'est aussi un camouflet pour les revendications catégorielles et une garantie d'unité pour la lutte car il devient beaucoup plus difficile pour le patronat de diviser les travailleurs, avec un traitement différent "selon le cas".

Nous saluons donc particulièrement la liaison établie par les travailleurs de la SNECMA avec ceux des ateliers d'Air Inter et d'Air France.

La revendication des 1500 F rejoint et amplifie celle des 1000 F avancée à Chausson. Elle est reprise aujourd'hui à Michelin (Clermont-Ferrand), mouvement qui semblerait s'étendre au moment où nous écrivons à l'établissement de Tours, en réaction aux 20 centimes de l'heure royalement proposés par la direction.



SNECMA ci-dessus, Michelin ci-dessous, une même et seule revendication unificatrice.



Que se soit en Angleterre, en France, en Suède, au Portugal aussi où le capital prépare une grande offensive sur les prolétaires, ou dans les autres pays en Europe, ce qui est remarquable

c'est que toutes les luttes de prolétaires ont pour objet essentiel la défense du salaire et le refus des licenciements, et que toutes permettent de tirer les mêmes enseignements.

Tout d'abord c'est la démonstration que la seule voie de lutte pour les prolétaires est celle de la lutte directe par la grève, et nous précisons sans préavis ni limitation préalable de durée, c'est-à-dire par l'initiative de l'offensive contre les profits capitalistes, et que les autres méthodes de type démocratiques et conciliatrices qui toutes visent au maintien de l'ordre social et des profits capitalistes, ne font que soumettre encore plus les prolétaires aux exigences du capital sans cesse croissantes. Mais l'usage des armes de classe nécessite l'indispensable organisation de la classe, organisation des luttes elles-mêmes, de la solidarité et de leurs extensions.

Elles montrent aussi toutes, par la preuve positive ou négative, que l'unité, l'organisation, la force de classe ne peuvent se réaliser, même de manière fragmentaire, comme c'est encore le cas aujourd'hui, sans que les prolétaires mènent leur combat en toute indépendance et contre les orientations ou chauvines, ou capitulaires, ou collaborationnistes des directions syndicales officielles. Là où ce combat n'est pas mené, les grèves sont poussées dans le cul-de-sac de multiples dérivatifs de la paix sociale, des calendriers de négociations, des marchandages des revendications, des appels aux luttes "graduées", etc.

En pleine période électorale où tous les discours de la bourgeoisie et de sa valletaille sont focalisés sur la meilleure garantie de la paix sociale et du "rassemblement de tous les français", autrement dit de la même collaboration de classe ou des meilleures conditions d'exploitation de la force de travail des prolétaires, ces luttes, qu'elles se déroulent en France ou ailleurs, sont une claire indication des bases que doit prendre la reprise des luttes classistes.

Les hymnes au plein emploi se sont éteints depuis longtemps maintenant et les derniers à les entonner sont encore les vieux réformistes type PCF qui emboîtent le pas des intérêts nationaux en clamant que "le déclin ça se combat". L'encadrement syndical des grandes centrales qui vivait de ces hymnes et des quelques miettes du festin de la haute conjoncture, s'épuise à force de vouloir concilier le redressement national et les intérêts ouvriers. Le réformisme n'a plus rien à offrir depuis que la source des miettes s'est tarie, il n'a plus d'illusion solide à véhiculer. Les récentes luttes ouvrières, celle des cheminots tout particulièrement, et quelle soient leurs faiblesses et leurs limites, tendent de plus en plus à échapper à l'emprise des gardiens de l'entente interclassiste. Les prolétaires font l'expérience qu'aujourd'hui, le capital n'a plus rien à leur offrir que ses leitmotivs de "reprise" et "croissance", agités comme autant de recette miracle, mais qui résonnent comme "rigueur" et "austérité" parce qu'elles impliquent une pression et une offensive plus forte et plus large encore contre le prolétariat.

L'antagonisme irréductible entre le capital et le travail réapparaît au coeur même de l'impérialisme et fait à nouveau planer pour la bourgeoisie le spectre de la lutte de classe, et si ce spectre inquiète la bourgeoisie il ne peut que faire renaître l'espoir des communistes d'un retour à la lutte de classe du prolétariat.

CORRESPONDANCE

La lettre dont nous avons publié un extrait dans la "Correspondance chômeurs" du dernier "PROLETAIRE" sous le titre "Rompre les illusions" nous avait été adressée par l'Association Syndicale des Chômeurs du Thouarsais (A.S.I.C.T. 6, rue de Bruxelles, 79100 Thouars). Cette précision avait sauté au montage du journal; nous prions l'ASICT de nous en excuser.

CORRESPONDANCE

Lutte des hospitaliers en Mayenne : nécessité du bilan

Le manque de place dans le dernier journal ne nous a pas permis d'y relater un mouvement de lutte dans les services hospitaliers à Mayenne et Laval, ni d'en tirer les leçons. Les informations et la documentation sur cette lutte nous sont parvenues d'un lecteur et bien qu'elle ne constitue qu'un petit épisode de la vie du prolétariat elle mérite que l'on s'y attarde.



La lutte de classe, qui met en branle toute la classe massivement contre l'ordre bourgeois, ne se manifeste pas un Grand Soir, mais pénètre les rapports entre classes exploitée et dominante par les mille pores de la réalité quotidienne, et c'est d'abord au travers de cette réalité que le prolétaire forge ses premières armes qui lui seront nécessaires pour mener un combat plus large et plus profond. L'opportunisme qui au nom du "socialisme" ou du "communisme" maintient la classe ouvrière dans les ornières de l'ordre bourgeois ne se manifeste pas seulement par ses grandes déclarations ou ses grandes manoeuvres parlementaires, mais exerce bel et bien son influence paralysante au niveau de cette réalité de lutte quotidienne que doivent livrer les prolétaires pour résister aux pressions toujours plus fortes du capital.

La démonstration sur les questions les plus immédiates de la nature réelle de l'opportunisme est l'indispensable chemin à suivre pour que l'organisation politique du prolétariat, le parti de classe, élargisse son influence au-delà du rayon des avant-garde ouvrières. C'est pour cela que nous attachons de l'importance à tous les épisodes de la lutte prolétarienne.

Venons-en aux faits de la grève des hospitaliers en Mayenne. Suivant les instructions de l'Etat, "une circulaire ministérielle, nous écrit ce lecteur, a

"été adressée aux établissements hospitaliers du département par l'intermédiaire de la DASS leur demandant de réduire leur budget du personnel de 0,8% dans "le but d'un "redéploiement" global sur "le département et la région."

"Les directeurs (des établissements) ont eu confirmation de cette mesure le 10 décembre. Dès le 11 décembre, une première manifestation CGT-CFDT avait lieu à Laval (de l'hôpital de Laval jusqu'à la DASS)."

"Le 15 décembre une seconde manifestation CGT-CFDT a eu lieu à Laval (tous les jours sur le même parcours)."

"Le 16 décembre, le préfet a reçu des délégations syndicales des différents hôpitaux."

"Il y aurait 36 suppression de postes en Mayenne (13 au CH de Laval, 12 au CHS de Mayenne, 4 au CH de Mayenne, 4 au CH de Château Gontier, 3 au CH d'Er-née)."

"Les mots d'ordre des travailleurs sont: -Non aux suppressions de postes -Non au redéploiement -Oui aux créations de postes."

La première réaction des directeurs d'établissement, qui craignaient le remue-ménage dans les murs de leurs hôpitaux, sera de rejeter cette circulaire. Ce qui constitue de leur part une manoeuvre habile pour se poser aussi en victime

et sortir le conflit hors des centres qu'ils dirigent et pour focaliser la colère des travailleurs sur une seule cible, de surcroît administrative.

Le maire de Mayenne, Claude Leblanc, pare lui aussi au feu en déclarant qu'une telle initiative "est une solution à laquelle on ne peut se rallier", le personnel n'étant pas "en surnombre à l'hôpital, tout juste suffisant pour "faire face."

Ceux-là mêmes qui d'ordinaire exercent pour fonction de veiller à la bonne rentabilité des hôpitaux se refaisaient ainsi une petite virginité. Ils n'ont d'ailleurs pas été inquiétés par les bonzes syndicaux qui se sont efforcés de ne pas porter leur action dans les hôpitaux eux-mêmes.

Mais les réactions des hospitaliers ne s'arrêtent pas là. Le 7 janvier d'abord se tient une réunion de Conseil d'administration du CHS de Mayenne pour prendre position sur la suppression des postes. "Inutile de préciser, poursuit "notre lecteur, que cette instance, quelle que soient les gens qui y siègent, est "une structure bourgeoise (dans le cas "du CA du CHS, il n'y avait que 8 personnes à siéger: 3 conseillers généraux "de droite, un élu d'une instance agricole "le proche de l'extrême-droite, un avocat "réactionnaire et 3 représentants des "CPAM et CAF: 1 CGT, 1 CFDT et 1 FEN)"

"L'intersyndicale CGT-CFDT du CHS a "appelé à un rassemblement à 14h00 (200 "manifestants, soit un tiers du personnel) près de la salle du CA."

"Une grande majorité des manifestants "veulent très rapidement envahir la salle "du CA. Les bonzes syndicaux interviennent, freinent l'élan et font durer l'inaction (le personnel, lui avait compris la nature réactionnaire du CA et "trouvait anormal que les membres du CA "puissent décider de notre sort en notre "absence)."

"Le directeur de la DASS présent, accepte de recevoir une délégation intersyndicale à 16h30 et leur dit que quelque soit l'avis du CA, il supprimera "6 postes au CHS."

"Là-dessus, sous la poussée des manifestants, les bonzes syndicaux ne peuvent s'opposer à ce que le personnel "présent envahisse la salle du CA."

"Les membres du CA (exceptés les représentants CGT, CFDT et FEN) ont pris peur "et ont fui la salle."

Le 13 janvier ensuite sur la route Mayenne-Laval, les bonzes syndicaux entraîneront les hospitaliers dans un type d'action qui leur est familière, l'opération "escargot" consistant à entraver

la circulation en roulant au pas, pour terminer par une manifestation devant la préfecture.

Le petit bilan que l'on pouvait tirer déjà à ce stade de la lutte est que s'il existait un réel potentiel de lutte, il n'aura jamais été mis en valeur par les manoeuvres traditionnelles des bureaucraties syndicales, mais au contraire canalisé sur un terrain stérile, celui de la défense du service publique et de la réputation à l'égard de la grève.

Lorsqu'éclate un mouvement de lutte, et de surcroît, comme ce fut le cas dans la lutte des hospitaliers en Mayenne lorsque les travailleurs sont prêts spontanément à unir leurs efforts par dessus les limites de leurs établissements et de leur ville, la question fondamentale qui détermine sa nature est de savoir si l'on va se battre en tant que prolétaire pour défendre ses intérêts propres face à ceux du capital et de l'Etat, quel qu'en soit son mode de gestion, pour renforcer l'unité combattante des travailleurs et élargir la solidarité, en un mot pour renforcer son propre camp, ou si l'on se mobilise pour améliorer les services de l'Etat, la fonction publique ou la santé en l'occurrence, d'une part et d'autre part dans le secteur productif, la qualité ou la marque nationale des produits (dans ce cas la CGT sort de ses tiroirs à mots d'ordre l'inévitable "produisons français").

Les répercussions tant sur les perspectives de lutte, que sur les moyens qui doivent être appliqués, que sur la nature des revendications, que sur la signification pour le renforcement de la classe des prolétaires face à celle des patrons et de leurs commis d'Etat, que sur les résultats concrets mêmes, sont diamétralement opposés.

Une orientation classiste d'une lutte tend à placer les prolétaires comme classe antagonique aux intérêts du capital et de son Etat et à détruire toute illusion de pouvoir compter sur autre chose que le rapport de force réel et de pouvoir concilier ces intérêts à ceux des prolétaires.

Mais l'orientation donnée par les appareils syndicaux, intégrés à l'Etat, et l'exemple de Mayenne le confirme à son échelle, est de subordonner les intérêts des prolétaires à des objectifs de réforme de l'Etat ou de rénovation de l'appareil productif. Les conséquences en sont qu'ils ne font plus appel qu'à l'opinion publique pour "faire pression" et ne font des luttes et des grèves que

(Suite en page 5)

CONTRE LE MYTHE DE L'EUROPE DANS LA PAIX



Les fameuses fusées Lance que l'Allemagne craint de recevoir sur la tête et qui font l'objet entre européens d'une polémique sur leur modernisation pour se substituer aux fusées américaines à moyenne portée. Mais au-delà des apparences techniques de cette polémique, se profile la question de l'Allemagne.

(Suite de la page 1)

d'autres groupes d'intérêts capitalistes aussi ou plus puissants, qui peut les cimenter quelque peu entre eux. Se défier de la trop forte tutelle américaine, consentie auparavant parce qu'objectivement nécessaire, échapper au diktat économique, financier, politique et militaire de l'Oncle Sam ainsi qu'à la toute puissance industrielle et financière du Japon dont le dynamisme étouffe la vieille Europe, est bien l'essentiel des raisons du regroupement des pays européens. Mais si cette solution de regroupement peut être la seule ou du moins la moins mauvaise, et pour des raisons diverses car chaque capitalisme a ses particularités propres de développement, elle n'est pas pour autant immuable et pour certains ne constitue pas la seule alternative historique.

La crise capitaliste a bousculé tous les anciens équilibres nés de la dernière guerre et sacrifiés à Yalta. La puissance américaine s'agit pour ne pas s'enliser et s'enfoncer d'autant plus qu'elle s'agit, le Japon et l'Allemagne ont surgi du néant des bombardements, d'autres régions de la planète comme le Pacifique sont devenus des nouveaux points de concentration capitaliste, les économies des capitalismes russes mais aussi chinois se sont irrémédiablement intégrées dans la girouette du marché mondial et vivent pleinement au rythme de ses saccades. Mais dans ce bouillonnement de l'ordre capitaliste et impérialiste international restent figés les statuts, les zones d'influence, les frontières du temps où le condominium russo-américain régnait sans outsider sur le monde imposant sa loi dans sa zone et réglant les rapports internationaux dans un seul tête-à-tête. Mais les Etats-Unis de grands créanciers du monde occidental sont devenus les humbles débiteurs du Japon, les fastueux taux de croissance de l'ère stalinienne de la "supériorité de l'économie socialiste sur l'économie capitaliste" font place à la chute des profits, aux difficultés de croissance et à l'aveu de la nécessité du chômage!

Après plus de dix ans de crise mondiale, l'ère qui s'ouvre au capitalisme est celle des réalignements de force et des mouvements changeants d'alliances. Ce n'est pas du jour au lendemain que ces mouvements s'effectuent et surtout se stabilisent et il serait illusoire encore de vouloir les décrire. Ce qui est certain par contre c'est qu'ils se feront et qu'ils ne se feront pas à travers des relations pacifiques, mais dans une phase de violence et de guerre impérialiste, soit comme prémisses ou soit comme résultat de celle-ci.

L'Europe divisée par Yalta, est encore au centre de la question des réalignements. Dire que "l'Europe veut s'émanciper de Yalta" ne recouvre pas une réalité identique pour tous les pays européens. Certains ont intérêt plus que d'autres à s'émanciper de Yalta, et d'autres craignent que cette émancipation ne soit un facteur de plus de leur affaiblissement dans la cacophonie européenne, donc sur le marché international et dans les rapports inter-impérialistes. Quelle identité de vue peut-il y avoir quant au fond sur ce point entre l'Allemagne, la France et l'Angleterre?! Les politiciens bourgeois dédaignent de parler de cette question non parce qu'elle ne se pose pas dans les faits mais parce qu'elle est porteuse de bouleversements qu'ils n'osent eux-mêmes imaginer.

"L'Occident a décidé à Yalta, déclaraient Helmut Schmid, de diviser l'Europe en sphères d'influence (...), depuis lors l'Ouest a donc accepté que les pays au-delà de l'Elbe échappent à sa juridiction (...). Oublier Yalta signifierait la guerre".

Ce sont les tanks américains et les chars russes qui ont fabriqué l'Allemagne fédérale et sa soeur démocratique, et divisé ainsi une puissance trop expansive et c'est dans le statu-quo que le condominium russo-américain trouve la meilleure garantie de ne pas voir ressurgir une puissante force en Europe centrale, déstabilisatrice de l'hégémonie de deux super-puissances.

Dans un "prolétaire" passé (no 293, 1979), nous disions que l'Allemagne est restée "sur la principale ligne de front entre les impérialismes de l'Est et de l'Ouest". Comme les Etats-Unis au centre des océans peuvent se tourner indifféremment vers le Pacifique ou l'Atlantique (et effectivement aujourd'hui ils déplacent la tare de leurs échanges commerciaux sur la bascule asiatique), l'Allemagne se trouve au centre de l'Europe avec pour paysage à l'Ouest un marché engorgé sur lequel les batailles sont sans pitié et à l'Est un immense réservoir de besoins - même les plus élémentaires - encore à satisfaire.

L'énorme machinerie bureaucratique de la Communauté européenne ne doit pas masquer le fait que l'Europe n'existe pas seulement à l'Ouest et que son sort réel se joue à l'Est, cela étant une constante historique de ce continent. Dans "La situation internationale et intérieure de la république des Soviets" (O.C., T.33), Lénine notait en 1922, que malgré la guerre contre-révolutionnaire livrée par les pays d'Europe à la Révolution d'Octobre, malgré leur profonde antipathie à l'égard des bolchéviks qui leur promettaient d'exporter la révolution du prolétariat russe en Europe en organisant la classe ouvrière sur le plan international, les bourgeois de France, d'Angleterre ou d'Allemagne étaient condamnés face à leur échec militaire à entretenir des relations économiques avec l'URSS: "Nous comprenons très bien ce qu'il y a à la base de ce jeu; nous savons que le fond en est le commerce. Les pays bourgeois ont besoin de faire du commerce avec la Russie: ils savent qu'en l'absence de relations économiques, sous une forme ou sous une autre, leur débauche s'accroît d'avantage malgré toutes leurs victoires si superbes,..."

Cette vérité est devenue d'autant plus flagrante avec la crise capitaliste mondiale où les marchés des pays avancés se rabougrissent (où pour les rares encore en expansion comme le Japon, se protègent par de hauts murs) et où ceux des pays arriérés ne sont plus crédibles, plongés qu'ils sont dans un endettement insurmontable. Le gâteau capitaliste - pour reprendre cette vieille image toujours valable - ne s'accroît plus depuis longtemps, les capitalistes concurrents aux appétits insatiés ne trouvent plus leur compte de calories autrement qu'en rognant la part du voisin. Ce qui est vrai à l'échelle des Etats l'est autant à celui des trusts capitalistes dont la croissance ne dépend plus de leur capacité à occuper les zones vierges du marché en expansion, combinée à leur habileté à prendre la place des concurrents sur les parcelles qu'ils occupent. De nouvelles parcelles vierges il n'y en a plus, les capitalistes doivent donc se replier, pour assouvir leur besoin impétueux de concentration, sur celles des concurrents. Mais alors la guerre devient plus que jamais sans merci et il n'y a que les imbéciles indécorables pour s'étonner que la bonne entente du Groupe Suez et de Carlo de Benedetti se brise sur l'écueil européen de la Générale de Belgique (1), ou pour se scandaliser des vagues successives d'OPA qui s'abattent sur toute catégorie d'entreprises. L'épisode de la SGB vient donc fort à propos pour démontrer que

l'Europe unie n'est qu'un panier de crâches hargneux.

Mais prendre les parts de marché du concurrent ne signifie pas pour autant croissance capitaliste. Pour croître réellement les capitalistes doivent chercher de nouveaux "débouchés" hors rayon local et se rappeler pour cela (mal placés qu'ils sont en Europe pour le marché du Pacifique) l'expression de de Gaulle - reprise par Gorbatchev dans son infâme livre sur la Perestroïka - qui désire construire l'Europe "de l'Atlantique à l'Oural" (mais qui pour ce faire prévoyait de doter la France d'une puissance de frappe nucléaire pour ne pas déplacer le point de gravité de l'Europe au centre et dont la courte portée des missiles rappelait à l'Allemagne de ne pas trop fornicer par dessus le rideau de fer).

Des parcelles de marché en friche qui ne demandent qu'à être exploitées l'Est européen, qui se débat aussi dans la dette, en possède et la nouvelle clas-

se dirigeante russe lance des appels clairs aux capitalismes occidentaux pour développer des relations commerciales, relations d'autant plus importantes que de l'autre côté du vaste territoire russe le Japon semble préférer pour l'instant la Chine; mais aussi relations qui indisposent les Etats-Unis craignant de voir apparaître dans son propre camp des forces centrifuges d'une part et eux-mêmes intéressés au marché est-européen donc irrités de tout bon voisinage entre Est et Ouest européens. L'Allemagne se retrouve donc au centre du problème européen et n'oublie pas "au plus profond d'elle-même" que coupée en deux elle en est à la charnière.

A cette détestable vision pour l'impérialisme yankee de voir remettre en cause le statu-quo des équilibres, les Etats-Unis réagiront en implantant leurs missiles et en annonçant, par la bouche de Reagan en 1981, la possibilité "d'une

(Suite en page 6)

Objectif 92: vaste offensive anti-ouvrière

Le taux de chômage en Europe en 1986 est officiellement d'environ 11%, contre 7% aux Etats-Unis et pas tout-à-fait 3% au Japon. Mais selon les bourgeois eux-mêmes, ces chiffres ne cachent pas l'entière vérité: "Le taux de chômage de 11% est d'ailleurs sous-estimé, du fait de la généralisation des préretraites et des incapacités de travail. Les experts de Bruxelles évaluent les taux effectifs de 15 à 25% selon les pays" ("L'Expansion", 24 octobre 1986).

Quant aux perspectives de croissance elles sont au-dessous de tout: "Le PNB de la CEE, qui avait crû chaque année de près de 5% en volume depuis 1950, n'a augmenté que de 2,4% entre les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979. Puis la croissance s'est encore divisée en deux: à peine plus de 1% de 1980 à 1985" (ibidem).

Il faudrait 3% de croissance pour au moins maintenir le chômage à son niveau actuel! Conclusion de tous les capitalistes, mais chacun croyant détenir une recette miracle: il faut réunir toutes les énergies pour susciter un "sursaut national" salutaire. Mais derrière tous les discours mystificateurs sur le "rassemblement", se cache la volonté claire des capitalistes de faire payer encore une fois le prolétariat. "La solution passe donc par une reprise de l'investissement qui créera de la demande mais élargira en même temps les capacités de production. Il faut alors poursuivre la politique de modération des salaires et d'amélioration des profits pour leur permettre d'alléger l'endettement qui inhibe l'investissement (...). L'intérêt de ce plan est qu'il crée une relance de la seule manière possible, c'est-à-dire sans nuire à la compétitivité et en abaissant le coût du travail (ce qui revient au même)" (ibidem). Difficile d'être plus clair pour exprimer que salaire et profit sont en raison inverse l'un de l'autre et que l'objectif du capital est évidemment d'accroître sa part de profit sur la part de travail payé. Mais le journaliste de "L'Expansion" ne raisonne pas différemment de chaque capitaliste, dans tous les pays. Peut-être bien qu'un capital particulier en appliquant seul ces mesures de compressions salariales dans un monde utopique de capitalistes bienfaisants se laissant aller à augmenter les salaires, trouverait une certaine efficacité à son "plan". Mais voilà, tous les capitalistes d'Europe et du reste du monde n'ont que la même idée en tête et appliquent tous le même et fameux "plan". Le résultat n'est donc pas de les faire sortir de l'ornière mais, en exacerbant la concurrence qu'ils se livrent, de les y enfoncer encore plus sûrement!

Le marché européen de 1992 serait censé selon Bruxelles et son armée d'experts plus géniaux les uns que les autres, faire gagner 1% supplémentaire à la croissance en Europe. Nous affirmons quant à nous que l'abolition ou l'uniformisation des règles administratives, fiscales, tarifaires, techniques est d'abord le point de départ d'une concurrence toujours plus vives entre capitalismes nationaux, donc un développement d'autant plus inégal des différents pays et surtout une pression encore plus forte exercée sur les prolétaires pour leur arracher plus de surtravail.

A "L'heure de vérité", Chirac l'a clairement exprimé, soit en substance: "Je ne conçois l'utilité de l'Europe, qu'avec la France à sa tête".

De cette concurrence les prolétaires n'ont à attendre que la misère accrue.

Les bourgeois le savent bien et s'ils ne cessent - surtout en période électorale comme en France - de clamer leur souci "d'apporter aide et réconfort à tous les laissés pour compte et déshérités", c'est qu'ils craignent que ne resurgisse le spectre de la lutte de classe! La classe ouvrière, à force d'être pressurisée reviendra à une vie de classe plus riche et aux européophiles obsédés de taux de croissance nationaux opposera sa lutte de classe et son internationalisme.

CORRESPONDANCE

(Suite de la page 4)

de simples accessoires de cet appel, jouant dans le cas particulier de la santé sur le fait que les prolétaires, les classes bourgeoises et petite-bourgeoises sont, au terme de la loi, égaux devant le toubib, comme devant la justice!

La CGT proclame donc "La santé des Mayennais en danger. Non au démantèlement du Service Public de la Santé", "Toute la population mayennaise doit se sentir concernée par ces mesures. La qualité des soins de chacun est remise en cause. Nous sommes tous touchés" (tract du 17 décembre 1987). Pour la CFDT les mots sont différents mais l'orientation identique, "cela concerne tout le monde! C'est pour cela que nous avons décidé d'informer la population des réalités et de l'avenir de l'hôpital de Mayenne" (tract du 14 décembre 1987).

Tous derrière la banderole de la défense du service public avec comme conséquence que la grève est reléguée au rang d'accessoire.

Et pour terminer, comme nous le racontions notre lecteur, "il faut parler de l'opération récupération du mouvement" par l'UD-CFDT. En effet, que c'est-il "passé devant la préfecture? Une réponse départementale CFDT a proposé aux manifestants une motion de l'UD-CFDT "et des sections CGT du CH de Laval et du CHS de Mayenne. Cette motion était "inacceptable sur le fond et la forme. Sur le fond: elle fait référence à des "négociations sur certains redéploiements" poste par poste. Ceci est inacceptable "pour la CGT qui a juste raison refuse

"tout redéploiement. Sur la forme: les sections CGT n'ont jamais eu connaissance de cette motion et n'ont donc pas pu en discuter (idem pour la section CFDT du CHS qui a été simplement avisée "de l'existence de cette motion le 12 à 18h00 et par téléphone). La motion, "mise au vote, a été adoptée à la majorité (de nombreux travailleurs ne se sont pas rendu compte de la manoeuvre)".

Edifiant!

Au mot d'ordre et à l'objectif de défense du service public, comme aux magouilles bureaucratiques pour orienter la lutte vers le compromis et la conciliation, nous opposons toujours l'objectif de riposte par la grève sans préavis ni limitation préalable de durée. Mais la grève ne tombe pas du ciel, elle ne peut être que le résultat d'un long travail permanent de préparation et dépend des capacités réelles de lutte; c'est le seul moyen d'imposer un rapport de force efficace et c'est le seul moyen de lutte qui puisse renforcer réellement l'unité ouvrière.

La combativité et l'unité des hospitaliers de la Mayenne aurait pu être une base solide pour la préparation et la mise en oeuvre d'une riposte de classe, elles ont été abusées par la stratégie des marches exutoires, des appels à l'opinion publique et les magouilles habituelles pour faire cesser une lutte.

Nous ne pouvons qu'appeler le travailleurs hospitaliers de la Mayenne à tirer un bilan clair de leur lutte, de ce bilan dépendra la manière de préparer les luttes de demain.

CONTRE LE MYTHE DE L'EUROPE

(Suite de la page 5)

"guerre nucléaire limitée en Europe", puis en désengageant leurs forces nucléaires qui les obligent à s'associer immédiatement à toute guerre en Europe (2). De cette façon ils se replacent dans la même situation que lors des deux premières guerres mondiales, réservant leur intervention, si intervention il devait nécessairement y avoir pour le moment jugé le plus opportun. Si les Etats-Unis adoptent une telle stratégie de retrait de leurs missiles, ce n'est pas seulement par soucis d'économie budgétaire, mais aussi parce qu'ainsi ils se placent dans une position plus belliqueuse.

L'impérialisme français quant à lui profite des signes de découplage Europe-USA pour lancer des harpons à l'Allemagne fédérale qu'il rêve depuis 30 ans d'associer dans un axe Paris-Bonn, maître de l'Europe, plutôt que de voir cette Allemagne faire cavalier seul ou même, poussée par les développements matériels des rapports de force, se laisser aller à privilégier l'axe Bonn-Moscou: "La réünification du peuple allemand" est "une aspiration avouée d'un certain nombre d'allemands de l'Ouest, et a du reste été inscrite dans la constitution de la RFA ... Dans tous les cas, elle n'est pas acceptable, ni acceptée par la RDA, Etat d'Europe à part entière siégeant à l'ONU et dont les frontières ont été déclarées intangibles, comme les autres, par l'Acte final d'Helsinki. La réünification ne pourrait résulter que d'un conflit armé." (Amiral Sanguinetti, "Politica" No 1, janv.88, soul. par nous).

Mais la question de l'Allemagne (en fait du devenir de l'Europe centrale pour qui l'Allemagne serait une bien meilleure locomotive que l'URSS) ne hante pas seulement les nuits de l'aigle yankee ou celles des chefs d'Etat des pays européens. L'URSS, à sa façon, courtise aussi l'Allemagne, tout en la craignant en même temps, dans la perspective où elle deviendrait une trop puissante alliée ou ennemie.

Voilà d'ailleurs comment Gorbatchev décrit les états d'âme de l'ours sibérien: "Le potentiel économique, scientifique et technique de l'Europe est formidable. Il est encore dispersé et les forces de répulsion entre l'Est et l'Ouest du continent sont plus fortes que les forces d'attraction".

"Nous avons, naturellement, tendance à être alertés par toutes les déclarations affirmant que le "problème allemand" reste ouvert, que tout n'est pas réglé avec les "pays de l'Est" et que "les accords de Yalta et Potsdam sont illégitimes". Ce genre de déclaration n'est pas rare en République fédérale d'Allemagne. Et qu'on me permette de dire tout net que toutes ces déclarations sur la renaissance de "l'unité de l'Allemagne" est bien loin de la "realpolitik", pour reprendre l'expression allemande. Elle n'a mené la RFA "nulle part au cours des quarante dernières années. Entretenir l'illusion d'un retour à "l'Allemagne des frontières de 1937" signifie que l'on mine "la confiance en la RFA auprès de ces voisins et des autres nations".

"Le développement de l'Europe est impossible sans une coopération active entre nos deux Etats (la RFA et l'URSS, "NDR). Des relations solides entre la RFA et l'URSS revêtaient une signification réellement historique. Tout en préservant chacun son identité, dans le cadre de son système et de ses alliances propres, nos deux Etats peuvent jouer un rôle primordial dans le développement de l'Europe et du monde" ("Perestroika", Gorbatchev).

Cet extrait un peu long montre bien à qui l'URSS s'adresse en Europe, pas à la France, pas à l'Angleterre: à l'Allemagne fédérale, véritable noeud gordien de la question européenne. Cet appel du pied en faveur d'une alliance qui n'ose pas dire son nom ne nous étonne pas; il confirme au contraire ce que nous avons toujours dit. L'Europe ne sera pas le fruit doux de rêves de réconciliation d'après-guerre, ni des visions homériques des idéologues bourgeois chargés d'aveugler le prolétariat de chimères, ni encore moins le résultat technique des travaux de tous ces experts qu'il faut entretenir à Bruxelles ou à Strasbourg; si elle doit voir le jour comme Etat capitaliste unique se ne sera que sous les poussées les plus rudes de la violence des guerres.

Dans notre revue théorique, "Programme Communiste", nous disions que "Pratique" ment donc, une Europe bourgeoise ne serait possible que si se produisait à l'échelle du continent un processus matériel analogue à celui qui, au début du siècle dernier, a donné naissance

"à des Etats nationaux comme l'Italie et l'Allemagne..." (3). Ce serait effectivement le seul moyen de venir à bout de toutes les particularités, de tous les intérêts nationaux de la myriade d'Etats européens, tous prêts à recevoir les avantages de leur fragile union, mais tous réfractaires à sacrifier leur souveraineté, leurs habitudes juridiques ou administratives et surtout leurs sacro-saints Comptes nationaux sur l'autel de la Communauté, et dont la seule union qui puisse se manifester (et encore pas toujours) est dirigée contre un autre larron, concurrent commun, Etats-Unis et Japon en première ligne, qui adopterait à leur égard une attitude de protectionnisme économique ou de despotisme financier.

Il faudra donc que l'Europe passe sous un rouleau compresseur pour parvenir à son unification et ce rouleau compresseur ne peut être que celui d'une guerre déclenchée par les insurmontables contradictions capitalistes et à l'occasion brutale d'une remise en cause des anciens découpages géopolitiques (4). C'est à cette condition que l'Europe bourgeoise pourrait devenir une réalité, mais cependant bourgeoise, par conséquent jamais décisive effectivement et dont dans laquelle demeureront les contrastes nationaux (il suffit de penser à l'Irlande et ses rapports antagonistes avec la Grande-Bretagne), destinés nécessairement à éclater et remettant en discussion l'Europe unie, sur le terrain de la force et des guerres intestines.

* * * * *

Mais il y a une autre "formule" à la fusion des nations, qui ne s'arrête pas d'ailleurs aux limites de l'Europe et dont l'objectif n'est pas de construire une puissance impérialiste à la puissance n+1, qui n'a pas de limite géographique puisqu'elle est totalement internationale et dont le but est la destruction des rapports capitalistes de production qui génèrent la domination économique ou militaire des uns sur la ruine ou le désarmement des autres, l'exploitation de la grande masse des populations, les prolétaires, pour le compte infernal de la course au profit.

Cette perspective est révolutionnaire et c'est la seule qui puisse concerner le prolétariat. Entre elle et celle de la fusion de nations bourgeoises dans un nouveau cadre historique des rapports impérialistes entre blocs dominants, il n'y a pas de voie intermédiaire qui consisterait à accepter de nouvelles frontières bourgeoises et à se mêler d'en définir le mode de gouvernement. Cette troisième voie est celle du réformisme, y compris de l'ex-trême-gauche qui ne fait que lier ses objectifs à ceux de la bourgeoisie en y ajoutant l'épithète "de gauche" ou "travailleurs". Contre toutes les perspectives bourgeoises et conservatrices de l'ordre capitaliste et impérialiste que nous présente le réformisme et à qui il donne comme forme une mythique "Europe des travailleurs" ou "Europe sociale", contre "l'Europe des capitalistes", comme contre toute autre illusion bourgeoise sur la possibilité de vivre dans la sécurité matérielle et dans la paix en régime capitaliste, fût-il aménagé par les meilleures lois sociales, les communistes avanceront toujours l'objectif de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat qui, elle, sera décisive.

La révolution prolétarienne pourra ne pas naître en premier dans les vieilles nations bourgeoises européennes comme ce fût déjà le cas lors du 1917 russe, car les contradictions matérielles et historiques d'autres aires du globe moins pourvues d'amortisseurs sociaux, sont encore plus porteuses des germes de la révolution. Mais il est certain que l'Europe accumule les conditions favorables à la renaissance d'un puissant mouvement prolétarien. Ce que nous ne pouvons pas déterminer encore, mais cela ne nous empêche pas de travailler dans ce sens, c'est si ce mouvement trouvera au travers de la formation du parti de classe dont nous défendons l'absolue nécessité, son indépendance de classe ou s'il échouera une fois de plus entre les mains de renégats agissant en son nom et le guidant dans le cul-de-sac de l'ordre bourgeois ou l'enrolant pour la défense de la bannière nationale contre un nouvel "agresseur".

Mais si les conditions de sa direction politique, le parti de classe compact et puissant sont toutes réunies alors la révolution ne s'arrêtera pas, même si momentanément elle devait se confiner à cette forme géographique, à l'objectif de l'Europe, mais portera ses coups à l'ordre capitaliste à tous les coins du globe.

Le capitalisme a aujourd'hui, après deux siècles de développement effréné, suffisamment pénétré les moindres recoins de la planète, a suffisamment réglé la vie des Etats aux mêmes exigences contradictoires, a suffisamment balayé tout vestige d'un mode de production antérieur et aussi tout reste important d'un développement capitaliste tributaire de vieux rapports coloniaux, a suffisamment amorcé dans le monde de bombes sociales où la classe ouvrière est le principal protagoniste (de l'Afrique du Sud à celle du Nord, de l'Asie au Moyen-Orient et à l'Amérique latine) pour que l'éclatement révolutionnaire des contradictions capitalistes en un endroit de la planète - au maillon le plus faible - n'entraîne dans son sillage le soulèvement d'autres forces ouvrières d'autres régions, d'autres continents.

Notre perspective de la révolution prolétarienne ne part donc nullement d'un prétendu nombril européen de la révolution mondiale qu'il s'agirait d'abord de constituer comme base de l'exportation aux autres aires, mais intègre comme donnée fondamentale du mûrissement des conditions matérielles de la révolution, l'accumulation d'énormes contradictions dans ce vieux bastion de l'impérialisme.

(1) "L'Expansion" du 31 mars 1988 notait à ce propos que: "En bref pour arrondir son pré carré, il faut désormais racheter celui du voisin. C'est dire que la valeur d'une entreprise se mesure en termes de part de marché, donc de chiffre d'affaires. La rentabilité vient après. Un calcul qui justifie le prix vertigineux auquel se négocie la moindre affaire ayant pignon sur rue."

(2) La présence conventionnelle des forces conventionnelles américaines en Europe et en Allemagne principalement n'a de sens pour Washington que s'il existe une force de dissuasion nucléaire en Europe. Or le retrait des missiles à moyenne portée comme aussi le refus de l'Allemagne de voir moderniser, en compensation, les fusées Lance à courte portée qui échoueraient sur son territoire même, ne rend pas claire la position de ces troupes. Frank Carlucci, secrétaire américain à la Défense déclarait récemment que: "Dans l'hypothèse où les armes nucléaires à courte portée de l'OTAN ne seraient plus là pour dissuader une agression du Pacte de Varsovie, je devrais me demander si nous devons maintenir nos troupes ici."

(3) "Programme Communiste" No 80, juillet 1979, "L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste".

(4) Les raisons d'une telle remise en cause peuvent prendre des formes diverses, une croisade pour la "défense des libertés démocratiques" d'un côté par exemple et des principes du "socialisme" de l'autre, mais les impérialismes concurrents s'entendent toujours contre l'ennemi commun, le prolétariat, si celui-ci oppose à leur guerre de brigands sa propre guerre de classe contre l'ordre impérialiste guerrier.

ITALIE

(Suite de la page 10)

représentativité suffisantes pour continuer à développer leur fonction d'amortisseurs et de pompiers sociaux. Les industriels réussissent à maintenir et à induire le climat de despotisme dans leurs fabriques par le chantage exercé sur l'emploi et le licenciement, par la division entre prolétaires que la concurrence accrue rend toujours plus aigüe, par la désorganisation prolétarienne et par l'assujettissement permanent de la classe ouvrière aux "intérêts communs entre patrons et ouvriers" et à la paix sociale.

Les forces politiques, pseudo-prolétarienne, celles de l'opportunisme d'aujourd'hui qui ne connaît pas de limite morale et matérielle, continueront à propager les sacrifices tout de suite pour un demain plus certain et à proposer leur propre participation au gouvernement de Rome comme l'unique voie pour un "programme" d'égalité et de justice sociale. La démocratie et la société civile continueront à être défendues et sauvées par l'ouvrier en convergence avec les autres "partenaires sociaux", en dépit naturellement des périodes "d'émergences" qui en Italie ne connaissent pas de fin mais servent, et continueront à servir, de prétexte pour restructurer les entreprises, les corps de police, l'administration de la justice, les services de perception fiscale, le système des amendes, etc...

En somme cela ne changera quasiment rien de ce que nous avons sous les yeux aujourd'hui.

Mais c'est le propre de cette répétition monotone de situations égales et semblables, dans cet apparent calme troublé de quelque rafale polémique entre les alliés du gouvernement d'aujourd'hui et futur, dans cette suite de sacrifices et de progrès économique du pays devenu le no 5 dans l'échelle des pays industrialisés du monde. C'est le propre aussi dans une période comme celle-ci que silencieusement, constamment, inexorablement, la vieille taupe travaille.

Le signal que les COBAS envoient aujourd'hui inconsciemment est un signal pour le futur de la reprise de la lutte de classe: c'est la désaffection des chemins de la collaboration interclassiste, c'est la méfiance envers les méthodes et les moyens de lutte proposés avec une persistance cynique par les syndicats tricolores, c'est la confiance dans la lutte directe, sans se mettre à la remorque des "compatibilité d'entreprise" C'est cela, le passage obligé de chaque lutte qui tend à regagner le terrain de classe et d'opposition à tous les intérêts bourgeois, nationaux, d'entreprises qui soient.

(1) soit environ 5000 francs français

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL
No 89 - 20FF / 5000L / 6FS / 120FB / 3S / 2L / 400PT\$ - MAI 1987

SOMMAIRE	
- Programme communiste reprend sa publication	1
- Nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer	7
- Rapport du centre international à la Réunion Générale (juillet 1982)	20
- La religion: appui ou obstacle à la lutte de classe? Considérations à propos de "la théologie de la libération"	72
- Prêtres et marxisme	94
- Théologie de la libération	94
- En marge du synode des Evêques	103

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI
la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (L'Internationale, 1919); la lutte de la Gauche communiste contre la décadence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des fruits populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926 Directeur-gérant: Dessus Versements: timbres-poste, mandats ou chèques à l'ordre de Dessus. Abonnements au PROLETAIRE: 50 FF 200FB 25 FS 12000L Abonnements de soutien: 100FF 400FB 40FS 25000L PROGRAMME COMMUNISTE: (4 No) 80FF 480FB 24FS 20 000L soutien: 160FF 1000FB 50FS 40 000L Abonnements à IL COMUNISTA: 60FF 240FB 30FS 12000L soutien: 125 FF 500FB 60FS 30 000L Imprimé par nos soins

CORRESPONDANCE POUR LA FRANCE:
Editions Programme, 17, rue René
Leynaud 69001 LYON

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE:
Editions Programme 12 rue du Pont
1003 LAUSANNE

Sommaire du no 11-février 88

- Gorbaciov in linea con Stalin contro Lenin e il comunismo.
- Reagan-Gorbaciov: Briganti a convegno. Incontri di pace o premesse di guerra
- Il bersaglio della borghesia e dell'opportunismo non è il diritto ma l'azione organizzata di sciopero indipendente dalle compatibilità economiche aziendali e nazionali.
- Divampa nei territori occupati la rivolta sociale dei palestinesi.
- Il Sudafrica nella prospettiva marxista.
- La classe operaia nera protagonista delle lotte sociali in Sudafrica.
- Antimilitarismo di classe e guerra.
- Leragioni delle scissioni di Livorno 21.
- Lo sciopero dei minatori marocchini in Francia e il peso dell'isolamento.

il comunista

organo del partito comunista internazionale

Il bersaglio della borghesia e dell'opportunismo non è il diritto ma l'azione organizzata di sciopero indipendente dalle compatibilità economiche aziendali e nazionali

EREBI DEL SOCIALISMO IN UN SOLO PAESE. I pilastri della conservazione borghese nel mondo

REAGAN, GORBACIOV, BRIGANTI A CONVEGNO

INCONTRI DI PACE O PREMESSE DI GUERRA?

Divampa nei territori occupati la rivolta sociale dei palestinesi

VIVE L'OCTOBRE BOLCHEVIQUE (2)

En continuant de traiter la première partie du problème que pose la révolution russe ("Peut-on appeler socialiste une révolution qui, comme le prévoyait Lénine, crée un pouvoir qui, en attendant de nouvelles victoires internationales, administre des formes sociales d'économie privée quand ces victoires n'ont pas eu lieu?" - cf "Le Proletaire" n° 392), nous allons aborder maintenant un autre aspect, celui de la forme prise par le pouvoir révolutionnaire après la victoire de l'insurrection d'Octobre.

La "Dictature démocratique des ouvriers et des paysans" était depuis longtemps indiquée par Lénine comme l'objectif de la révolution, anti-tsariste et anti-impérialiste à la fois, et comme la réponse la plus cohérente au développement des luttes de classe en Russie. Mais jamais Lénine ne présenta cette formule comme le remplacement de la formule classique du communisme révolutionnaire depuis Marx: la "Dictature du prolétariat".

Ces deux formes ne sont pas la même chose et elles ne doivent donc pas être confondues; mais elles ne doivent pas davantage être vues comme des "étapes" distinctes d'un même parcours. La forme de pouvoir qui est le résultat d'un bouleversement révolutionnaire est nécessairement de classe; c'est pourquoi il est avant tout une dictature.

Les particularités de la phase historique dans laquelle éclate la révolution, et les caractéristiques économique-sociales du pays ou des pays concernés, ainsi que la maturité de la lutte entre les classes, non seulement à l'intérieur du pays mais aussi au niveau international fournissent les conditions objectives nécessaires de cette révolution. Les formes politiques et organisatives des classes et des diverses couches des classes sociales présentent une diversité et une mobilité exceptionnelles dans la période révolutionnaire; plus la situation générale du pays est arriérée du point de vue capitaliste et démocratique, et plus grande est la variabilité de ces formes.

Mais cela n'empêche pas que la tendance autoritaire et centralisatrice du bouleversement révolutionnaire pousse les diverses couches sociales à se polariser autour des deux grands pôles antagonistes: celui de la dictature bourgeoise, c'est-à-dire de la conservation et du renforcement capitaliste, et celui de la dictature prolétarienne, c'est-à-dire de la révolution anti-capitaliste et anti-bourgeoise.

Dans l'oeuvre systématique de bilan historique de la révolution d'Octobre réalisé par notre parti à travers le travail d'Amadeo Bordiga dans les années 50, et condensé aujourd'hui dans notre "Struttura Economica e Sociale della Russia d'Oggi", il a été rappelé que pour Lénine, il ne s'est jamais agi de conceptions nouvelles, différentes de celle tracée par Marx et Engels pour la Russie. On y démontre aussi, page après page, à quel point cette conception était chez Lénine dialectique et donc capable d'embrasser dans une vision unique et pour tout un arc historique, les contradictions fondamentales présentes alors dans le pays.

La vieille rengaine qui explique et justifie les méthodes violentes, "barbares" de la "révolution double" par l'arriération d'une société "asiatique" est bien connue; comme l'est celle qui n'envisage que la "révolution bourgeoise" avant de songer à l'étape ultérieure de la révolution prolétarienne "pure", envisable uniquement après un long développement capitaliste dans toutes les immenses provinces russes; sans parler de la conception d'une soi-disant "construction du socialisme" dans la seule Russie économiquement retardataire.

Lénine, lui, est à mille lieues de la logique bourgeoise, de la banale conception de l'histoire qui en fait un problème arithmétique ou une partie d'échecs.

"Il n'y a pas chez Lénine - ni dans l'histoire - deux révolutions autonomes historiquement et socialement, ni une seule avec un long développement: il y en a 3. Révolution anti-féodale conduite par la bourgeoisie avec l'aide des opportunistes petits-bourgeois; révolution démocratique mais conduite contre les premiers par le prolétariat révolutionnaire; révolution anti-capitaliste coïncidant avec la révolution prolétarienne en Occident" (1).

Ici sont réfutées d'un même coup, tant la conception de la révolution par étapes que la conception de Trotsky d'une seule révolution permanente avec un long développement sans interruption.

Dans ce schéma défini dans "Struttura", sont indiqués les 3 débouchés possibles de la révolution qui avait secoué et réveillé, après une longue immobilité, toutes les classes de la Russie pour les mettre en mouvement et les faire "entrer dans l'histoire" au début du XXème siècle.

En premier lieu la grande bourgeoisie, craignant le prolétariat, intéressée à la chute de la société féodale et du tsarisme, mais disposée aux plus grands compromis avec celui-ci, et qui utilise les opportunistes petits-bour-

geois pour contrôler le prolétariat et les couches radicales de la paysannerie dans le but de préserver ses privilèges.

Ensuite la petite-bourgeoisie, craignant elle aussi le prolétariat, envieuse du pouvoir économique de la grande bourgeoisie, aspirant à la fin de la société féodale et à la révolution démocratique en s'appuyant sur le prolétariat et toutes les masses paysannes en fermentation.

Enfin le prolétariat, intéressé à une alliance avec la bourgeoisie, la petite-bourgeoisie, la paysannerie pour détruire la société féodale, et avec les grandes masses paysannes pour terminer la guerre et en finir avec les privations. La révolution de février 17 démontra dans les faits la force mais aussi la faiblesse de cette alliance, sur laquelle le prolétariat ne pouvait compter que pour la révolution anti-féodale.

En ce qui concerne la révolution démocratique conduite jusqu'au bout, jusqu'à la fin de la guerre et la distribution effective de la terre, il se heurtait non seulement à la réaction féodale, mais à l'opposition bourgeoise et petite-bourgeoise.

C'est là la confirmation, même pour la Russie arriérée et pour des tâches démocratiques et bourgeoises, que le seul allié sûr du prolétariat local est le prolétariat international et en l'occurrence de l'Europe capitaliste.

La seule classe qui est impliquée dans la réussite des 3 révolutions est donc le prolétariat. Son hégémonie sociale était dictée par le développement historique du capitalisme russe et son hégémonie politique résultait de la présence et de l'action de son parti de classe, du parti marxiste né et formé, non comme fruit de la culture et de la tradition nationales, mais de l'émigration et de l'expérience des luttes prolétariennes et socialistes d'Europe. Et ce parti n'était pas né dans les derniers mois, sur la lancée des mouvements de masse, et donc à la traîne des événements; il s'était constitué bien 15 ans avant, 15 années au cours desquelles la Russie avait connu une puissante accélération du développement capitaliste et de la désagrégation de la puissance étatique et du pouvoir des classes féodales.

Il y a 3 révolutions; il n'y a pas 3 étapes d'une même révolution ni 3 révolutions autonomes les unes des autres du point de vue historique et social. Elles sont distinctes du point de vue politique, caractérisées par la classe qui dirige, dont les intérêts historiques en déterminent le cours, dont les partis politiques expriment le programme général, les objectifs et la politique.

Historiquement et socialement il s'agissait d'en finir avec le mode de production féodal et asiatique pour ouvrir la voie à un développement ultérieur de la société. Pour des raisons historiques, à cause des rapports de force entre les classes à l'intérieur et à l'extérieur des frontières russes et à cause du degré de développement des forces productives, nous avons vu dans le précédent article de cette série (LE PROLETAIRE No 392) que ce développement ne pouvait passer que par le capitalisme. Et ce passage pouvait se faire de 3 façons, à travers les 3 types de révolution.

Le parti marxiste se pose le problème de définir la perspective prolétarienne non sur la base de critères généraux ou en fonction de ses désirs propres, mais selon la situation concrète et en cohérence avec son programme révolutionnaire général invariant. De là naquit la formulation du mot d'ordre d'action immédiate: "tout le pouvoir aux soviets", c'est-à-dire "dictature démocratique des ouvriers et des paysans". Ce n'est en rien une concession au programme démocratique petit-bourgeois; c'est la ligne de force autour de laquelle deux classes, prolétariat et paysannerie pauvre, se polarisèrent, unies contre toutes les autres pour la période nécessaire à la victoire sur la restauration féodale et la con-

Seule la vision dialectique des mouvements historiques des classes pouvait permettre au marxiste Lénine d'élaborer la formule "dictature démocratique des ouvriers et des paysans", qu'il aurait été encore possible de réaliser pacifiquement avant juin-juillet 17,

avant la démonstration d'impuissance du gouvernement, avant la tentative réactionnaire de Kornilov, dictature qui aurait pu être "gérée temporairement" avec les partis révolutionnaires de la paysannerie.

Après les journées de juillet, après la démonstration dans les faits de l'alliance contre-révolutionnaire de tous les partis bourgeois et petits-bourgeois (à part les socialistes-révolutionnaires de gauche, qui trahiront plus tard), cette dictature révolutionnaire ne pouvait plus être obtenue que par la démocratie révolutionnaire dirigée par le prolétariat, à savoir les soviets passés définitivement sous l'influence des bolchéviks.

La perspective révolutionnaire bolchévique en Russie était conditionnée par cette particularité historique fondamentale, qui ne pouvait être niée que par une vision velleitaire et métaphysique: La révolution anti-tsariste ne pouvait l'emporter que si elle était guidée par le prolétariat moderne concentré par le capital dans les usines et dans les villes; et d'autre part la révolution anti-capitaliste ne pouvait alors avoir aucune possibilité de se produire si le prolétariat n'était pas allié aux grandes masses des paysans pauvres.

Le mot d'ordre des communistes en Russie était donc: "pousser la révolution bourgeoise (c'est-à-dire la révolution anti-tsariste) jusqu'au bout". Pousser la révolution bourgeoise jusqu'au bout voulait dire pour les masses paysannes obtenir la terre et détruire tout l'édifice d'oppression et de vexations que le tsarisme avait édifié sur leur dos. De ce point de vue les paysans pauvres avaient tout intérêt à ce que la révolution prenne les formes les plus radicales; ils avaient besoin de trouver une force et un guide capable d'orienter le cours de la révolution avec détermination, sans dévier de l'objectif principal immédiat, la destruction du tsarisme et du mode de production pré-capitaliste.

Cette force et ce guide, ils le trouvèrent dans le formidable prolétariat russe et dans le parti bolchévique qui sut reprendre les exigences fondamentales de la paysannerie pauvre, sans pour autant modifier en rien le programme communiste, le programme de la classe ouvrière.

Pour le prolétariat, pousser la révolution bourgeoise jusqu'au bout voulait dire non seulement conquérir et exercer le pouvoir pour sa propre classe, mais aussi assumer le poids d'une énorme contradiction: remplir les tâches de développement économique et social interne, donc de caractère capitaliste, et les tâches de défense du pouvoir révolutionnaire dans la guerre civile à venir et de soutien du mouvement révolutionnaire communiste international.

Cette contradiction était parfaitement connue de Lénine et des bolchéviks, parce qu'elle faisait partie du patrimoine théorique du marxisme, comme nous l'avons amplement montré dans l'article précédent, en citant Marx et Engels.

Le parti bolchévique de Lénine s'était donc préparé à diriger le prolétariat et la paysannerie pauvre dans la révolution russe, mais surtout à diriger la révolution russe comme le premier anneau de la révolution prolétarienne internationale.

La forme de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans constitua ainsi une phase nécessaire en Russie de la révolution prolétarienne internationale. Lénine ne cessa jamais de répéter que le socialisme ne peut se construire dans un seul pays, et d'autant moins dans un pays arriéré comme la Russie d'alors; et il ne cessa jamais de lier en permanence les avancées et les difficultés de la révolution en Russie au développement international du mouvement révolutionnaire. En même temps il souligna avec force à plusieurs reprises, avant la victoire d'Octobre, que les conditions historiques générales et celles particulières à la Russie mettaient le prolétariat, riche d'expériences révolutionnaires et de luttes, en condition non seulement de pousser la révolution bourgeoise jusqu'à ces ultimes conséquences, mais aussi d'en prendre dictatoirement la tête.

Allié aux paysans pauvres contre toutes les autres classes, le prolétariat s'érige en classe dirigeante de la société et oriente son énergie, non vers la "construction du socialisme" comme le prétendit l'infection stalinienne, mais vers la jonction avec la révolution européenne, seule possibilité historique pour que se réalisent en Russie les transformations économiques et sociales qui répondent au nom de socialisme.

La formule léniniste de la "Dictature démocratique des ouvriers et des paysans" est la synthèse politique d'un processus révolutionnaire qui demandait une forte concentration de ces forces productives dont on pouvait reconnaître le rôle révolutionnaire objectif dans la Russie à l'époque de la première guerre mondiale, la classe ouvrière et la masse des paysans pauvres.

Ce fût, comme ce devait être, une dictature, parce qu'il fallait des interventions despotiques dans les rapports de propriété pour

libérer les forces productives prisonnières de la grande propriété féodale, en d'autres termes pour émanciper les paysans de la chape absolutiste, centrale et périphérique; parce qu'il fallait des interventions despotiques dans les formes de la superstructure politique pour pouvoir finalement donner la possibilité d'une vie politique à des dizaines de millions de paysans prisonniers jusque là de leur petit univers, de leur "mir", et pour que les classes vaincues soient empêchées de se réorganiser et de retrouver leur influence sur les masses et leur poids dans la société.

Et elle fût démocratique parce qu'elle s'appuyait sur deux classes et parce que ses tâches immédiates sociales et économiques étaient bourgeoises, comme Lénine le répéta à de nombreuses reprises.

Mais tant que les intérêts de classe étaient parallèles, dans la lutte anti-féodale et anti-impérialiste, cette dictature démocratique des ouvriers et des paysans pouvait effectivement s'appuyer sur les 2 classes.

L'horizon économique et social dicte aussi dans une certaine mesure l'horizon politique, et c'est pourquoi dans la première phase de la révolution, le pouvoir ne pouvait être que cette dictature démocratique.

Mais Lénine avertissait déjà en 1905, qu'un jour viendra où la lutte contre l'autocratie sera terminée, et l'époque de la révolution démocratique, dépassée pour la Russie. A partir de ce moment il sera ridicule de parler d'unité de volonté entre prolétariat et paysannerie et donc de dictature démocratique. Le prolétariat doit faire jusqu'au bout la révolution démocratique en s'alliant à la masse paysanne pour détruire par la force la résistance de l'autocratie et pour paralyser l'instabilité de la bourgeoisie. Le prolétariat doit faire la révolution socialiste en s'alliant à la masse des éléments semi-prolétariens pour détruire par la force la résistance de la bourgeoisie et pour paralyser l'instabilité des masses paysannes et de la petite-bourgeoisie.

"Faire la révolution démocratique jusqu'au bout" et "faire la révolution socialiste" ne sont donc pas pour Lénine ni la même chose, ni deux étapes révolutionnaires séparées dans le temps et dans l'espace.

Il s'agit en fait de deux tâches historiques inévitables qui se présentaient en même temps en Russie au cours des premières décennies du siècle; tâches historiques sans aucun doute distinctes, mais cependant étroitement liées entre elles au point de pouvoir être assumées ensemble consciemment par le prolétariat et par son parti. Les horreurs de la guerre impérialiste n'auraient pas pris fin si la bourgeoisie était restée à la tête de la révolution anti-tsariste et démocratique. Seul le prolétariat put avoir la force de terminer la guerre et de supporter les plus grands sacrifices dans la guerre civile déclenchée pour abattre le pouvoir révolutionnaire bolchévique. Seul le prolétariat eut la force de maintenir la direction fermement révolutionnaire au cours des trois longues années de guerre contre les blancs et des premières années de développement économique qui suivirent.

La révolution démocratique fut faite en Russie d'une façon prolétarienne, drastique et définitive, en ouvrant également la voie au réveil de l'Asie et bouleversant donc le monde entier. Elle fut un point de passage historique obligé, contrôlé et guidé par le prolétariat et son parti qui a exprimé le plus haut degré de conscience historique, anticipant les phases révolutionnaires ultérieures de lutte contre la classe bourgeoise et contre la résistance de la petite-bourgeoisie et de la paysannerie.

Lénine n'a jamais caché, ni aux prolétaires ni aux paysans, que leur alliance dans la dictature démocratique était temporaire et que l'efficacité de ce pouvoir ne pouvait être garantie que sous la direction du parti prolétarien de classe. C'étaient les faits historiques inhérents au développement économique et social et à la lutte entre les classes qui mettaient le prolétariat dans les conditions objectives et donc nécessaires de diriger la révolution bourgeoise en Russie, de la diriger à la prolétaire, avec détermination et avec la perspective historique propre au prolétariat.

Dans la lutte contre l'autocratie et contre la bourgeoisie le prolétariat russe entraîne derrière lui les masses paysannes pauvres; mais l'expérience historique enseigne que "dans cette lutte les paysans, en tant que classe de propriétaires terriens, joueront le même rôle de trahison, d'inconstance, qu'aujourd'hui la bourgeoisie dans la lutte en Russie pour la démocratie."

Voilà pourquoi l'alliance entre prolétaires et paysans est nécessairement temporaire; voilà pourquoi le prolétariat, et son parti de classe, doit imposer sa direction de classe: c'est la condition pour que la révolution russe puisse se développer en profondeur, empêchant le retour de l'autocratie, c'est la condition pour que la révolution puisse se développer en permanence, puisse transcroître de son cadre démocratique pour se caractériser comme révolution socialiste.

(Suite en page 8)

VIVE L'OCTOBRE BOLCHEVIQUE (2)

(Suite de la page 7)

Ce sont les revendications **prolétariennes**, sur la fin de la guerre, sur le pouvoir dictatorial, sur le terrorisme contre toutes les autres classes sociales, sur la jonction avec le mouvement révolutionnaire européen et international; ce sont les revendications **bourgeoises poussées jusqu'au bout** (comme la nationalisation de la terre) et avancées à la prolétaire, ce sont toutes ces revendications qui empêchent la paysannerie, en tant que classe de propriétaires terriens, de faire ce qu'une classe fondamentalement bourgeoise ne peut jamais faire: la révolution socialiste.

Le parti bolchévik de Lénine lit dans l'histoire de la lutte entre les classes les potentialités et les limites historiques de la classe paysanne et il annonce que le véritable allié du prolétariat russe est le prolétariat socialiste d'Europe car, après la victoire complète de la révolution démocratique en Russie, la paysannerie, le petit propriétaire, se **tournera contre** le prolétariat et son pouvoir dictatorial (2).

Voilà quelles sont alors les conditions d'une période extrêmement difficile, puisque le maintien du pouvoir en Russie dans les mains du prolétariat dépend de l'apport que pourra donner le prolétariat socialiste d'occident. Sans cet apport le prolétariat russe ne peut se maintenir indéfiniment au pouvoir, ni procéder aux transformations socialistes.

Cette vision était celle de Lénine et du parti bolchévik; grâce à elle l'Octobre révolutionnaire et socialiste comme la contre-révolutionnaire ultérieure "étaient déjà connus".

En assumant les tâches démocratiques imposées par le développement en Russie (comme il les a imposés dans tous les pays arriérés du point de vue capitaliste), le prolétariat guidé par les bolchéviks ne renonçait pas le moins du monde à ses tâches de classe, à ses propres revendications politiques et économiques; il ne les renvoyait pas dans le temps, sous le prétexte, cher à Plékhanov, d'une révolution "purement" prolétarienne. Tout en assumant les tâches démocratiques, le prolétariat guidé par le parti bolchévik fit preuve au contraire de la plus grande détermination: il **arracha** les masses paysannes à l'influence de la petite-bourgeoisie, du clergé et de l'autocratie; il imprima ainsi au processus révolutionnaire une direction objectivement socialiste et de ce fait **bouleversa tout le monde bourgeois**; il représenta un **exemple vivant** de révolution en permanence, de pouvoir dictatorial de classe, bien que dans un pays économiquement et socialement non mûr pour la transformation socialiste, et appuyé sur deux classes.

Le prolétariat russe guidé par le parti bolchévik savait à l'avance qu'il devait remplir les tâches de la révolution démocratique sans renoncer à ses objectifs propres. Il savait à l'avance que c'était **la seule voie** étant donné le développement historique de la lutte entre les classes en Russie et dans le monde. Il savait qu'il ne pouvait compter sur l'alliance avec les paysans pauvres que **pour une période limitée**, pour la période essentiellement anti-tsariste, qui comprend toutes les tentatives de restauration par les divers généraux tsaristes, de Koltchak à Denikine et Wrangler, soutenues par les puissances impérialistes. Il savait donc que sa lutte révolutionnaire comprenait deux grandes phases d'un même processus historique, la **phase démocratique** d'une lutte anti-tsariste et la **phase prolétarienne** d'une lutte spécifiquement anti-bourgeoise.

Et il n'aurait jamais pu avoir un rôle dirigeant même dans la phase démocratique, s'il ne s'était pas préparé à l'avance à la phase prolétarienne de la révolution.

La grandeur du parti bolchévik de Lénine représentant dans le présent, le futur de classe, tient au fait qu'il exprima cette force historique avec une continuité et une efficacité inégalable.

Révolution double (anti-féodale et anti-bourgeoise), tâches historiques et phases dialectiquement contradictoires (bourgeoises et démocratiques contre le féodalisme, prolétariennes et socialistes contre la bourgeoisie), et direction unique, dictatorial; classe prolétarienne hégémonique dans le processus économique et social révolutionnaire, parti communiste hégémonique dans le pouvoir politique et dans l'exercice de la dictature: voilà les points saillants de la révolution russe et de l'Octobre bolchévik.

LA LUTTE CONTRE L'INFLUENCE PARALYSANTE DE L'OPPORTUNISME PETIT-BOURGEOIS

La révolution communiste comprend **tout le bouleversement révolutionnaire** et refuse d'être réduit à une segmentation mécanique d'un processus historique par "étapes distinctes" dont chacune d'entre elles doit être parcourue jusqu'au bout avant de passer à l'étape successive.

Cette fausse vision historique, défendue par les menchéviks contre les bolchéviks, qui caractérisa par la suite le stalinisme, est commune à l'ensemble des forces politiques qui abandonnent le marxisme, qui veulent le mettre "au goût du jour", qui veulent "l'adapter" à l'époque, qui veulent "le compléter".

Cette fausse vision est le dénominateur commun du courant historique de l'opportunisme, dans ses différentes variantes. Elle disparaît une fois pour toutes avec l'opportunisme lui-même, c'est-à-dire quand les conditions matérielles de la lutte entre les classes auront donné de façon irréversible la victoire au cours historique révolutionnaire dont le vecteur est le prolétariat orienté et dirigé par son parti de classe.

La persistance de l'influence de l'opportunisme sur le prolétariat démontre, d'autre part, que la lutte du marxisme révolutionnaire n'est absolument pas terminée, ou comme on préfère dire aujourd'hui, "dépassée".

Il s'agit d'un affrontement historique, déterminé, inévitable, contre toute autre théorie, contre toute autre ligne, contre tout autre programme, qui ne sera dépassé qu'après la transformation complète de la société en société sans classes.

C'est un affrontement historique, non d'idées, mais de forces sociales, de classes antagoniques qui s'exprime à travers les partis politiques et dans les révolutions; un affrontement historique qui ne connaît pas de pause, de retour en arrière et d'erreurs théoriques, mais qui repropose continuellement la nécessité de la solution politique révolutionnaire du procès économique et social archi-mûr pour sa transformation d'économie capitaliste en économie socialiste, d'économie basée sur le travail salarié et sur le capital en économie basée sur le travail humain et sur des besoins de l'espèce harmonieusement et collectivement organisés.

La vision bourgeoise du monde, et donc la vision réformiste de la société, est incapable de voir le développement réel des rapports de force entre les classes, le développement réel des rapports sociaux de production et donc la nécessité historique du **saut qualitatif** de "la dernière société de classe", le capitalisme, au cycle historique suivant du socialisme et du communisme, **phases de la société sans classes**.

La vision bourgeoise et réformiste ne peut concevoir d'autre société, d'autre mode de production, d'autres rapports sociaux, d'autre organisation humaine que la société bourgeoise. Et elle manifeste une peur congénitale de tout ce qui représente, ou peut représenter un danger pour le privilège bourgeois, pour la propriété privée, pour le profit. Limitée au mesquin horizon de l'économie mercantile, une fois que s'est dissipée la poussée historique du dépassement révolutionnaire des économies pré-capitalistes, la bourgeoisie tente de réduire l'histoire aux exigences de la conservation sociale et de sa domination de classe; pour cet objectif elle mobilise toutes les énergies, toutes les richesses, toutes les forces dont dispose la société. Le saut qualitatif qu'a constitué le remplacement révolutionnaire des modes de production féodal, asiatique, tribal est ignoré par la bourgeoisie elle-même, comme si c'était sa mauvaise conscience, sa honte historique.

Ce qu'elle rejette, ce ne sont pas les transformations radicales, mais la violence et les transformations révolutionnaires, même quand elle a du y avoir recours pour s'imposer comme classe dominante. Ce ne sont pas non plus les méthodes dictatoriales qu'elle abhorre, même si elle préfère les méthodes démocratiques, plus efficaces sur la longue période; c'est la Dictature du prolétariat qu'elle redoute en réalité car l'expérience historique lui a enseigné qu'elle signifie la destruction de son pouvoir politique, de son Etat, la fin de sa domination sur la société et de son réseau d'intérêts organisés en défense des institutions d'Etat. Elle craint la Dictature du prolétariat qui annonce l'ère nouvelle, l'ère du socialisme et du communisme, la disparition du mode de production capitaliste.

La Dictature du prolétariat représente effectivement ce danger pour la classe bourgeoise et ses alliés, alors qu'elle représente la seule voie de l'émancipation pour les classes exploitées et en particulier pour le prolétariat.

La dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'exercice du pouvoir dictatorial de la classe révolutionnaire moderne sur toute la société, représente le nécessaire saut qualitatif que réclame la révolution violente: la démolition de la machine d'Etat bourgeois pour la remplacer par une machine à usage exclusif de la révolution prolétarienne, la suppression de la démocratie bourgeoise pour la remplacer par la dictature ouverte de classe qui intervient despotiquement dans l'économie et dans les rapports sociaux.

Marx, en parlant du cours révolutionnaire du prolétariat montre sa nécessaire constitution en classe dominante et il cite dans la Commune de Paris le premier exemple historique de la dictature du prolétariat.

Lénine, en répétant les principes intangibles du marxisme, insiste dans chacun de ses écrits sur la nécessité de la révolution violente et de la Dictature du prolétariat, la domination politique que le prolétariat ne partage avec aucune classe ("L'Etat et la révolution"), comme **passage obligé** pour l'instauration de l'économie socialiste, de la société sans classes, du communisme.

L'objectif du marxiste parti bolchévik a toujours été l'instauration de la

dictature mono-classiste et mono-parti du prolétariat. Puissamment proclamé et revendiqué, cet objectif n'a jamais été réduit à une formule abstraite, mais a toujours été mis au centre du programme des marxistes russes, même si le développement spécifique du pays mettait à l'ordre du jour des tâches essentiellement bourgeoises du point de vue économique et social.

La dictature de l'impérialisme, ainsi que l'appelle Boukharine dans un texte efficace de 1917 (3), est représentée, dans la période d'extrêmes convulsions que vit la Russie depuis son entrée en guerre jusqu'à la révolution d'Octobre, par deux forces: le tsarisme, et, après sa chute en février, le pouvoir bourgeois de Kérénsky, décidé à continuer la guerre pour en retirer tous les avantages possibles. Et ce sont ensuite les conséquences de la guerre - non seulement les horreurs sur les divers Fronts, mais aussi les horreurs de la misère, de la disette, de la catastrophe économique - qui pousseront la vaste classe des paysans à ne pas se contenter des maigres résultats de la révolution de février, incapable de satisfaire les exigences immédiates et élémentaires d'existence, d'autant plus que ces résultats étaient menacés par les tentatives de restauration tsariste de Kornilov, qui ne furent vaincues que par la mobilisation du prolétariat et des soldats du Front.

La masse des paysans avaient donc objectivement intérêt à la poursuite du processus révolutionnaire, mais seule la classe prolétarienne, pouvait assurer la radicalité, la fermeté, la détermination, la sûreté de perspective et la capacité organisationnelle nécessaires. Dans ce processus révolutionnaire, la classe prolétarienne pouvait exprimer sa réelle hégémonie politique grâce à son parti, ce que ne pouvaient faire les soviets tant qu'ils restaient sous l'influence des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks.

"Les journées de juillet - écrit Boukharine dans le texte cité - posèrent à ces partis (les partis de la petite-bourgeoisie, socialistes-révolutionnaires et menchéviks) de la façon la plus nette la question: avec la contre-révolution et contre le prolétariat ou avec le prolétariat et contre la contre-révolution?"

Leur réponse fut le creux "sauver la révolution". De fait, leur attitude équivalait à la trahison de cette révolution. Approuvant le recours à la cavalerie et aux cosaques pour calmer les ouvriers et les soldats de Petersbourg, désarmant les régiments révolutionnaires et la garde ouvrière, appuyant au moment critique la misérable campagne contre les chefs du prolétariat, non seulement ils assénèrent un coup à l'aile prolétarienne de la révolution, mais ils s'auto-désarmèrent. C'est d'alors que commence la désagrégation des soviets, qui s'abaissèrent à un ignoble et honteux marché avec la réaction qui s'avançait; ils tombèrent toujours plus bas pour devenir d'inutiles moulins à paroles, une machine à produire des discours et des résolutions impuissantes, viles et peu glorieuses."

Et Boukharine continue: "En désarmant les troupes révolutionnaires et le prolétariat, les soviets se désarmèrent eux-mêmes."

La source principale de leur pouvoir se tarit presque complètement. Au contraire, les troupes de cosaques, les Junkers, etc., envahirent Petersbourg et donnèrent à la contre-révolution une vraie force: ils l'armèrent. Dans ces circonstances, la vile petite-bourgeoisie devient encore plus vile. Son épouvante se mua en panique. Ses trahisons devinrent systématiques" (5).

Les journées de juillet avaient modifié la situation en rendant **plus claire aux masses** qui comprirent qu'il leur fallait tourner leurs forces contre la contre-révolution et tous ses appuis. Au cours de ces journées Lénine écrit dans l'article "La situation politique" (6), écrit que le mot d'ordre "Tout le pouvoir aux soviets" doit être remplacé par celui de l'**organisation de toutes les forces en vue de l'insurrection armée** qui "ne peut avoir d'autre objectif que le passage du pouvoir au prolétariat soutenu par les paysans pauvres, en vue de l'application du programme de notre parti."

La situation de **pouvoir oscillant** (cf "Struttura") entre le gouvernement bourgeois de Kérénsky et les soviets de soldats, d'ouvriers et de paysans, se clarifie en juillet 17 aux yeux des plus larges masses. La **dualité des pouvoirs**, existant depuis février 17 et la chute du tsar, révèle alors toute sa contradiction: le pouvoir politique et militaire résidait en réalité en dehors des soviets. Le pouvoir de l'Etat, le contrôle de l'armée, de la bureaucratie et de

la police étaient retirés aux soviets affaiblis en raison de la politique des partis opportunistes et de la petite-bourgeoisie.

"On est arrivé au point où le gouvernement a pu utiliser comme il le voulait les détachements armés et les prisons. La phase de liberté d'agitation est close on a tiré sur les masses, on a supprimé des journaux, fait des arrestations"(7).

La situation pose ainsi **concrètement** l'alternative "ou la contre-révolution **bourgeoise** (pas encore blanche, tsariste) conserve le pouvoir armé et empêche toute liberté d'action au prolétariat, ou celui-ci renverse par la force le gouvernement contre-révolutionnaire et ses alliés opportunistes. Socialement parlant, Lénine explique la question par le fait que la petite-bourgeoisie, toujours oscillante selon Marx, s'est alliée à la bourgeoisie.

Avec le pouvoir aux mains des soviets le détachement de la petite-bourgeoisie d'avec la bourgeoisie, et son entente avec le prolétariat aurait pu avoir lieu de façon pacifique. Mais les partis de la petite-bourgeoisie devenant avec leurs chefs, esclaves de la bourgeoisie, ont barré la route à toute solution non militaire de ces rapports. Le mot d'ordre dit donc Lénine, ne sera plus "tout le pouvoir aux soviets", mais "**la lutte décisive** (c'est-à-dire destructrice et armée) **avec la contre-révolution qui a pris le pouvoir**"(8).

Ce n'est pas la forme mais le contenu de la révolution qui est importante, et le contenu de toute révolution se juge à son **caractère de classe**: un soviets aux mains des bourgeois est un cadavre de soviets (la révolution n'est jamais une question de **forme d'organisation**): "car en ce cas ce sont des zéros, des mario-nettes; le pouvoir réel n'est pas entre leurs mains" (9).

Cela le deviendra après les journées de juillet, au travers du travail théorique et politique et dans l'action incessante de séparation des masses d'avec les partis opportunistes, et dans le développement objectif du mouvement révolutionnaire du prolétariat et des paysans pauvres, que le parti marxiste pourra reproposer le mot d'ordre de "Tout le pouvoir aux soviets"; il voulait dire alors **passage de tout le pouvoir dans les mains d'une démocratie révolutionnaire dirigée par le prolétariat révolutionnaire**.

Et le programme de notre parti, répète Lénine en continuité totale avec la ligne de 1905 et ses Thèses d'avril, est: rupture complète avec la bourgeoisie, destitution de tout le gouvernement actuel, rupture avec les impérialistes franco-anglais "alliés" dans la guerre impérialiste, prise du pouvoir politique; et pour cette raison: paix aux peuples, terre aux paysans, confiscation des profits capitalistes, répression de leur sabotage de la production. Pour la centième fois: **la révolution socialiste**, mais pas la société socialiste.

(A SUIVRE)

(1) cf "Struttura Economica e sociale della Russia d'Oggi", ed. Iskra, p.194.

(2) En effet "le noyau central de la paysannerie était (et est toujours) constitué de paysans pauvres, avec de petites parcelles, dont l'économie était fondée sur des terres louées; ils souffraient périodiquement de la faim et ils cédaient toutes leurs énergies aux propriétaires terriens et à l'Etat. Faim de terre et faim tout court sont les traits principaux de son existence" (et c'est là la cause matérielle qui poussait la paysannerie à la lutte révolutionnaire contre le tsarisme et la bourgeoisie agraire, les gros "koulaks" qui la maintenaient dans ces conditions d'existence).

Les paysans pauvres n'avaient cependant qu'une seule ambition: "son aspiration à obtenir la terre du propriétaire est tout aussi caractéristique que l'est pour le propriétaire foncier l'aspiration à la garder toute entière pour lui."

(Les citations sont de Boukharine, in Boukharine-Trotsky, "Octobre 17: dalla dittatura dell'imperialismo alla dittatura del proletario", Ed. Iskra, p.6)

(3) Boukharine, op.cit.

(4) En juillet 17 les ouvriers et les soldats influencés et gagnés par le parti bolchévik se heurteront aux forces réactionnaires. cf. Trotsky, "Histoire de la révolution russe" Ed. du Seuil, tome 2, p. 15 à 73.

(5) Boukharine, op.cit.

(6) Lénine, Oeuvres, tome XXV, p. 191.

(7) cf "Struttura..." p.198-199, comme la citation suivante.

(8) Lénine, "A propos des mots d'ordre", Oeuvres, tome XXV, p. 204.

(9) ibid., p. 203.

LES RAISONS DE LA SCISSION DE LIVOURNE 1921

Nous publions ci-dessous un article d'Amadeo Bordiga paru dans "l'Ordine Nuovo" du 1^{er} mai 1921, intitulé LE PARTI COMMUNISTE. Cet article défend de façon militante et dialectique à la fois, la constitution du parti de classe en Italie comme le résultat de l'expérience du mouvement communiste international, des luttes prolétariennes de la période historique d'avant, de pendant et d'après la "grande guerre" ainsi que des luttes théoriques et politiques des courants marxistes surtout contre la social-démocratie et le social-impérialisme.

Ces luttes furent menées en Italie par un courant de gauche particulièrement aguerris sur le plan théorique comme sur le plan de l'initiative et de la polémique politique. Ce courant se retrouva dans le groupe homogène de communistes qui donna vie au journal "Il Soviet" et à la fraction de gauche du Parti Socialiste, puis constitua la fraction dirigeante du Parti Communiste d'Italie dans ses premières années d'existence.

La scission de Livourne en 1921 ne fût pas une "manoeuvre", un acte artificiel ou la conséquence d'un "oukase" bureaucratique de l'Internationale de Moscou. Elle fût préparée théoriquement, politiquement et organisationnellement d'une façon claire, publique, déterminée, sur la base d'une bataille de classe de longue date, cohérente et tenace, et d'un programme politique non pas "italien" mais communiste et donc international. Ceci est démontré par les groupes de la Gauche avant Livourne et par le Parti communiste d'Italie après Livourne.

Le P.C. d'I. naquit comme section de l'Internationale Communiste non en vertu d'une adhésion formelle à l'organisation du communisme mondial qui à l'époque de la victorieuse révolution d'Octobre et des luttes du prolétariat dans les divers pays, jouissait du plus grand prestige parmi les masses prolétariennes et exploitées du monde entier; ni non plus grâce à une acceptation élastique de la part des dirigeants internationaux de Moscou.

En un sens il était déjà section de l'I.C. avant l'acte officiel de la scission, parce que sa bataille contre la social-démocratie et ses insidieuses déformations dans l'Occident démocratique et pacifiste le plaçaient déjà objectivement sur la même ligne que Lénine et l'I.C. Il suffit de se référer au "Soviet" à "l'Avanguardia", aux positions et aux thèses qui conduisaient à Livourne pour se convaincre de cette bataille de classe qui réclamait avec urgence sa conclusion politique: la constitution en Italie d'un véritable parti de classe.

Cette naissance est pour nous un patrimoine indispensable pour la continuité programmatique et organisationnelle avec le marxisme révolutionnaire (et non pas un prétexte à une quelconque célébration, à la manière stupide des explorateurs en bordiguisme), en opposition non seulement aux courants clairement opportunistes et sociaux-démocrates mais aussi à ceux qui, à l'approche des situations critiques et des tempêtes sociales, se mettent à poser aux "bordiguistes".

Anonymes, nous continuons notre travail quotidien, méthodique et patient sur la ligne même de Livourne et de la bataille de classe de la Gauche communiste, comme c'est résumé dans le "CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI" sous le titre de notre journal.

Le Parti Communiste

Le Parti Communiste est apparu en Italie au milieu de méfiances et de diffamations qui, bien que nous les ayons combattues sans ménager la polémique, ont cependant laissé quelques traces parmi les masses italiennes et les camarades à l'étranger. Les jugements les plus disparates et les plus hasardeux sur sa composition et sur sa genèse, et les critiques a priori les plus invraisemblables se terminent invariablement sur la conclusion ultra-philistine: attendons-le au tournant, voyons-le à l'oeuvre, ce parti qui ne cesse jamais ces critiques acerbes contre tous ses adversaires.

On s'imagine que le Parti est né du caprice de ceux qui en sont aujourd'hui membres ou qui le dirigent, et qui auraient signé une traite à court terme, payable le jour de la révolution. C'est avec la même logique qu'aux minorités qui en 1914 et en 1915 se détachaient des partis traîtres passés au social-patriotisme, se posait le spécieux dilemme: ou empêcher la guerre, ou renoncer à clouer au pilori les traîtres qui avaient appuyé la guerre. Alors que suivant sa doctrine et sa tactique il réalise la concentration la plus grande des énergies prolétariennes dans une préparation révolutionnaire effective, alors qu'il revendique sa constitution à travers la scission du vieux parti comme une étape indispensable sur la voie de l'émancipation du prolétariat, le Parti Communiste ne perd pas pour autant le droit de rendre le vieux parti, l'oeuvre néfaste de sa droite et de son centre et son influence contre-révolutionnaire actuelle, responsables de la non-utilisation de toutes les possibilités de préparation et d'action révolutionnaires que la situation a présentées jusqu'à maintenant et, en conséquence directe, même si c'est à un moindre degré, de celles qu'elle présentera demain.

Donc, tandis que sur la base de toute l'éloquente expérience de la lutte révolutionnaire nationale et mondiale le Parti communiste tend à rendre son oeuvre infatigable de préparation révolutionnaire la plus efficace possible, et tandis qu'il nourrit de sa foi, de sa volonté, de l'effort et du sacrifice de ses militants de tout grade l'inévitable victoire de la révolution, au delà du jeu des forces contraires dont celle-ci dépend et dont le développement est difficile et complexe, il défend et il affirme la raison de sa constitution et de sa bataille comme le résultat du développement historique de la lutte de classe, comme une nécessité logique de la succession des faits sociaux qu'aucune critique cancanière ne peut, même vaguement, atteindre.

Les partis de la classe prolétarienne ne sont pas seulement les dépositaires de l'expérience critique issue des hauts et des bas de la lutte de classe; ils sont les résultats réels de la lutte elle-même et ils se forment et se décomposent selon un processus qui en est le reflet et l'effet, qui est la partie la plus frappante du phénomène par lequel le régime présent fait, dans son évolution, surgir du sein de la société les forces qui devront le détruire, qui devront être ses fossoyeurs.

L'histoire de la formation des partis du prolétariat a fourni des enseignements lumineux, résumés dans les positions de principe et de méthode de l'Internationale Communiste. Toutefois, comme les éléments de l'expérience s'accroissent continuellement en ajoutant de nouveaux faits aux précédents, la conscience de l'organe suprême de lutte du prolétariat mondial perfectionne ainsi sa capacité à organiser dans les partis révolutionnaires liés internationalement, l'effort libérateur de la classe laborieuse, se garantissant toujours mieux contre les erreurs et les échecs, réunissant des ressources toujours plus grandes qui aident à obtenir la victoire finale.

La scission du Parti socialiste italien a fait tant de bruit précisément parce qu'elle apporte un nouveau facteur d'expérience à la construction de la connaissance précise du processus par lequel les partis traditionnels de la II^{ème} Internationale ont cédé le pas aux modernes partis révolutionnaires communistes.

La scission est un fait contre lequel il est vain de récriminer, mais dont il faut au contraire comprendre les enseignements. Elle est loin d'être simplement, bêtement, le fruit de l'Internationale de Moscou, ou pire, des communistes italiens: l'enchaînement est plus complexe, il est dialectique, il est réciproque. Si dans la constitution du PC d'I, l'expérience des luttes prolétariennes à l'étranger, l'expérience de l'abîme ouvert en Russie, en Allemagne et ailleurs entre les partisans de la méthode révolutionnaire communiste et ceux des diverses illusions social-démocrates, a pesé, à travers les formulations données par les congrès de l'I.C., de même à son tour la crise du parti italien fournit à l'expérience du mouvement international des indications significatives, et qui ne manqueront pas d'avoir des reflets et des conséquences à l'échelle internationale.

Le Parti communiste en Italie est donc né du développement spécial qu'ont connu parmi nous les courants de gauche du mouvement de la Deuxième Internationale qui avaient réussi à être majoritaires avant la guerre et à éviter, grâce au concours d'autres circonstances favorables, à éviter la banqueroute social-nationaliste lors de celle-ci. Tout le déroulement ultérieur des événements et de la vie de notre parti est d'une vive éloquence marxiste. Les conditions qui découlaient des affirmations passées de "radicalisme" se sont révélées insuffisantes à faire du parti un organe apte à utiliser, selon les directives de la nouvelle Internationale, les enseignements et les conséquences de la guerre.

Il y a plus: ces circonstances ont montré une efficacité et une influence exactement inverses de celle que les phrases faciles du bon sens courant leur attribuaient. Nos victoires passées sur le réformisme et sur la méthode social-démocrate, obtenues en 1912, 1914 et 1915 sur ces questions mises alors en évidence par la situation, n'ont pas servi à vaincre la méthode social-démocrate et contre-révolutionnaire dans ses manifestations les plus vénéneuses de l'époque actuelle. Au contraire elles lui ont

permis de cohabiter dans un parti qui s'en dissimulait l'existence et l'influence et de gagner à sa cause de nouvelles positions, même si c'était de façon peu apparente, et d'entraîner à droite le gros du parti.

Voilà les enseignements de la scission italienne, et nous ne voulons pas répéter ici l'ensemble des démonstrations plus précises développées dans notre critique et dans notre polémique de chaque jour; voilà le patrimoine d'idée et de tactique que le PC d'I ajoute au patrimoine formidable de la Troisième Internationale. Le PC d'I ne permet à personne de le juger comme un produit artificiel qu'on peut trouver plus ou moins réussi, plus ou moins brillamment réalisé par l'artisan. Aux critiques qui se placent sur ce terrain, le PC d'I répond qu'ils sont et qu'ils raisonnent en dehors de la méthode critique marxiste d'interprétation des faits historiques. Le PC d'I est une grande et véritable réalité, qu'on peut craindre, qu'on peut haïr, mais qu'aucune critique et qu'aucune insinuation ne pourra supprimer ou considérer comme une expérience qui a encore à se justifier par ses futurs résultats.

Aux ex-camarades qui raisonnent ainsi, nous opposons un jugement bien différent sur leur mouvement. Eux semblent nous dire, avec une hypocrisie sans borne: "Vous avez voulu trouver un ex-

pédient à vous pour faire la révolution; nous attendons le résultat de la tentative et quoi que sans le souhaiter, nous pensons que cela aboutira à la défaite du prolétariat"

Nous, nous disons d'eux et de leur parti qu'ils n'incarnent pas une méthode de lutte prolétarienne dont l'avenir aurait à juger l'efficacité; indépendamment des volontés subjectives éventuelles, leur mouvement agit dans le sens de barrer au prolétariat la route de son émancipation: aucun doute n'existe sur ses effets; il n'a pas l'honneur d'être en compétition avec nous sur la voie qui mène à la victoire du prolétariat; il oeuvre contre notre méthode et notre action, pour la victoire de la bourgeoisie et de sa domination, avec des conséquences non différentes, si ce n'est par une efficacité plus subtile et plus insidieuse, de celles de l'action de tous les contre-révolutionnaires qui infestent le monde.

Les communistes feront la révolution dans la mesure où ils auront su avant tout débarrasser la voie des pharisiens social-démocrates, de leur présomptueuse ignorance, de leur malveillance vulgaire, de leur incalculable insuffisance qui tourneront demain au sabotage effronté de la révolution.

("L'Ordine Nuovo", n°120, 1/5/1921)

Le programme du parti (Livourne 1921)

Le Parti Communiste d'Italie (Section de l'Internationale Communiste) est constitué sur la base des principes suivants:

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le Parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens matériels d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le Parti Communiste, dont la caractéristique programmatique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

DÉFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

SOMMAIRE :

- Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).
- Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).
- La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le PC d'Italie au IV^{ème} Congrès mondial (Moscou 1922).
- Projet de thèses présenté par la Gauche au III^{ème} Congrès du PC d'Italie (Lyon, 1926).
- Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).
- Thèses caractéristiques du parti (1951).
- Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).
- Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).
- Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).

COMMANDE AU JOURNAL AU PRIX DE 30FF, 15FS, 220FB.

ITALIE : La cible de la bourgeoisie et de l'opportunisme n'est pas le droit mais l'action de grève indépendante des intérêts de l'entreprise et de l'économie nationale

Qu'est-ce que la grève si souvent remise en discussion aujourd'hui ? C'est une arme fondamentale dans les mains des travailleurs, mais si on lui enlève l'élément de surprise, c'est une arme qui ne sert à rien parce que le patron aura le temps, pour en prévenir les conséquences et s'organiser, de la rendre inefficace.

Pour que la grève soit efficace, elle doit être déclenchée par surprise, sans aucun préavis, à outrance et aussi maintenue sur pied durant les négociations, sinon c'est comme une lance brisée qui ne sert à plus rien.

Pour que la grève soit efficace immédiatement et utile pour les luttes à venir, elle doit répondre effectivement aux intérêts des ouvriers et non à ceux des patrons. Pour cela elle doit être organisée et soutenue en dehors de toute solidarité ou compatibilité d'entreprise ou nationale et donc contre la logique des intérêts "communs" entre les patrons et les ouvriers. Si la grève ne fait pas de dommage, le patronat finit quant à lui par en faire aux ouvriers, et alors non seulement elle ne sert à rien mais devient contreproductive.

Les syndicats ont épousé, il y a des dizaines d'années, la logique des "intérêts communs entre ouvriers et patrons", la logique de la "solidarité d'entreprise", la logique de la productivité et du profit. Non seulement dans le secteur public, mais également dans le privé, il est désormais une pratique codifiée pour les syndicats de donner tout le temps les atouts au patronat et à l'Etat pour prévenir les conséquences des grèves et pour s'organiser de telle manière qu'elles soient les moindres possibles pour l'économie de l'entreprise, comme pour l'économie nationale. C'est pour cela que nous les appelons syndicats tricolores ou syndicats collaborationnistes.

L'autoréglementation de la grève signifie justement ceci : faire en sorte que les actions de grèves portent le moins de dommages possibles à l'économie d'entreprise et nationale et faire en sorte qu'elle soit complètement compatibles -soit dans ses objectifs, soit dans ses moyens- avec la société actuelle.

L'alternative de la société civile et démocratique est toujours la même : ou le consensus social à l'intérêt supérieur de l'économie et à la démocratie est un fait spontané, venant de soi, ou alors il est imposé par la loi divine de la démocratie. Quand l'adhésion spontanée, volontaire, à se faire exploiter par le capital tend à diminuer d'intensité, et que les signes de tensions et de rébellion dans la société réelle commencent à devenir préoccupants pour la classe dominante, alors se font entendre les cris d'alarme pour la défense de la société civile et démocratique, pour la défense des "droits des citoyens", pour la défense des lois.

L'autoréglementation de la grève que les syndicats tricolores ont développé depuis une dizaine d'années comme une grande conquête du "sens de la responsabilité" du travail, est rentrée en collision avec une situation de lente mais progressive dégradation des conditions de vie et de travail de couches toujours plus grandes de prolétaires. Le chômage "officiel" est supérieur au chiffre respectable de 3 millions, le salaire moyen de l'immense majorité ne dépasse pas le million de lires par mois (1), et le coût général de la vie ne cesse d'augmenter, ainsi que taxes et impôts.

L'autoréglementation des grèves, codifiée dans les contrats collectifs de l'emploi public et aujourd'hui avancé aussi par les syndicats pour les secteurs des "services" considérés comme "vitaux", aux dires non seulement du gouvernement, mais aussi de tous les "partis sociaux" intéressés à la bonne marche de l'entreprise Italie, n'est pas aussi efficace qu'il pouvait le sembler. Une longue série de grèves dans les transports, dans la santé et dans les services urbains, a mis en crise le contrôle par les syndicats de la fameuse base des travailleurs. Les travailleurs ont donc trouvé la façon de faire dérailler la bonne marche de l'économie d'entreprise, en dépit de tous les liens à l'ordre social présents dans les articles d'autoréglementation : liens de préavis (au moins 48 heures avant, alors que la loi proposée par Gorla avec la bénédiction de l'UIL prévoit 15 jours de préavis); liens d'exclusion de la grève dans les services vitaux (le critère "vitaux" est naturellement déterminé par les fameux "intérêts communs" défendus par l'Etat mieux que quiconque puisque la démocratie l'a placé "au-dessus des partis" !), liens de représentation syndicale (c'est bien connu que ce sont les syndicats tricolores, et toutes les variétés de petits syndicats autonomes qui ont accepté les règles imposées par la démocratie bourgeoise pour la sauvegarde de son propre régime, et acceptés d'être titulaire de la représentation syndicale à laquelle est reconnu le "pouvoir contractuel").

L'autoréglementation de la grève est donc dépassée ? Va-t-on inexorablement vers une loi de limitation du droit de grève ?

Le droit de grève n'est mis en doute par personne, même ceux qui soutiennent la nécessité de la réglementer avec des articles de loi. C'est un droit constitutionnel, et comme tout les droits démocratiques, c'est un droit individuel. Ceci signifie que si un seul travailleur entre tous les employés d'une entreprise entend se mettre en grève pour ses propres revendications, la loi lui dit qu'il peut le faire sans encourir de sanction d'aucun type même s'il ne fait partie d'aucun syndicat (nous ne sommes pas du tout sous le fascisme !) et le "défend" implicitement des éventuelles représailles patronales dans le cas où le patron le licencie, lui abaisse la qualification ou lui réduit le salaire. Certes, les travailleurs savent bien que même s'ils ne subissent aucune répression; l'usage individuel de la grève n'égratigne nullement les intérêts du patron et donc que ce droit n'a de sens seulement s'il est utilisé de tous et seulement s'il existe une force qui sera d'autant plus efficace, qu'elle sera unie, organisée, décidée et bien guidée. Mais c'est exactement le contraire que veut la bourgeoisie. En fait, le rêve de la démocratie bourgeoise est le suivant : que chaque travailleur qui entend exercer le droit de grève, le fasse individuellement comme dans le cas du droit de vote. Chacun, avec sa seule et "propre conscience" et dans l'isolement de la famille ou de son propre "moi".

Les rêves de la démocratie bourgeoise ne sont pourtant pas si étranger à la réalité matérielle, vu qu'ils sont appuyés sur une forte structure économique, politique, administrative, religieuse, militaire. Le droit individuel - régit par le principe démocratique - trouve ses limites où commence le droit individuel d'une autre personne. Si un travailleur n'entend pas faire la grève, c'est son droit et c'est pourquoi il doit pouvoir se rendre à son poste de travail sans problème et c'est pourquoi les piquets de grève sont déclarés "illégaux" au nom de la démocratie. Le patron ou le directeur de fabrique peut donc appeler les forces de l'ordre pour "faire respecter" ce droit et la magistrature intervient pour que "le respect de la loi" soit rétabli, punissant celui ou ceux qui l'ont enfreint d'une "juste peine". En fait quand les rêves de la démocratie bourgeoise se transforment en réalité, on constate facilement que le droit n'a de valeur que s'il laisse le passage à la force !

La force du camp de la classe dominante est certainement considérable, potentiellement énorme, mais elle n'est jamais utilisée à toutes les occasions. Le consensus démocratique contribue en fait à adoucir l'usage de la force du côté bourgeois dans les antagonismes sociaux. Dans le cas du rapport entre les ouvriers, les travailleurs en général et le patronat, la classe dominante peut compter avant tout sur le rapport de force favorable non seulement parce qu'elle domine en général la société entière, mais aussi parce que domine en particulier le consensus de toutes les classes dont celui de la classe ouvrière. Tant que le consensus ne s'épuise pas, et tant que les liens entre patrons et ouvriers ne sont pas rompus, la domination démocratique de la classe bourgeoise sera assurée. C'est sur la base de cette évaluation que CGIL et CISL soutiennent la nécessité d'une autoréglementation des grèves, proposent son inscription comme partie intégrante des contrats collectifs de travail, en opposition à la tendance de la réglementation au niveau de la loi. Evidemment, elles pensent qu'il y a encore une bonne marge de consensus et de participation démocratique de la part des ouvriers et qu'elles peuvent y prendre appui. Et en réalité, ils n'ont pas tort.

Cela n'empêche pas pourtant que les contradictions sociales et matérielles poussent des secteurs et des couches du prolétariat à remettre en cause les dirigeants syndicaux et même leurs struc-

ture de base. Ce n'est pas la première fois que des groupes d'ouvriers s'organisent en dehors des structures syndicales -bien que sans s'opposer directement à elles- dans une tentative de donner plus d'efficacité à leur lutte et à leurs objectifs. Toujours dans le "cadre démocratique", toujours en observant les règles démocratiques et le principe qui fait des syndicats officiels les dépositaires des négociations et des contrats de travail; mais à la différence des structures syndicales -des conseils de fabrique aux sections syndicales territoriales- les organismes de lutte qui naissent de la poussée spontanée des ouvriers ont tendance à sortir du cadre étroit dans lequel les syndicats tricolores font tout pour maintenir les luttes ouvrières.

Les COBAS, les Comités de base, nés ces derniers mois chez les travailleurs des chemins de fer, de l'école et des autres services, ont en fait cette caractéristique; ces organismes de base regroupant des travailleurs inscrits ou non à un quelconque syndicat, placent leurs objectifs et leur lutte sur le plan de la logique syndicale, mais d'une façon plus radicale, directe, décidée et trouvent leur force organisationnelle dans le fait d'exprimer des exigences particulières, de catégorie, de secteur, pour lesquelles les syndicats officiels n'ont donné aucune riposte satisfaisante. C'est justement pour cette raison, que les organismes de base de ce type se trouvent confrontés aux structures syndicales officielles qui désormais par leur inertie collaborationniste ne sont plus en mesure d'assumer cette tâche. Ils tendent ainsi à sortir des limites dans lesquelles la logique collaborationniste des syndicats actuels cherche à la maintenir.

La pression exercée par les COBAS dans les confrontations avec les syndicats a pour objectifs de les faire fonctionner comme porteur des exigences partielles, catégorielles des travailleurs. La pression exercée par les COBAS sur les patrons (dans le cas des "services publics") a pour objectif d'endiguer son outrecuidance et d'opposer à ses "mains libres" des conditions moins favorables de l'exploitation de la force de travail. La pression exercée par les COBAS sur le restant des travailleurs a pour objectif de les impliquer dans une lutte n'ayant pas comme ambition de réformer l'économie entière ou celle de diriger l'appareil productif et des services vers "un nouveau mode de développement", mais ayant l'ambition d'obtenir dans un temps court des augmentations de salaire et une réduction des heures de travail et de toute façon le paiement du tant vanté "professionalisme". Ces objectifs ne sont pour rien révolutionnaires, mais simplement syndicaux et tout à fait compatibles dans le cadre démocratique et capitaliste de la société actuelle. Pourquoi alors tant de scandale pour les requêtes des COBAS des cheminots ou pour celles des enseignants ?

Le vrai scandale n'est pas dans les désagréments que les grèves des cheminots, dans les aéroports, dans les écoles, provoquent pour les "usagers" ! Le vrai scandale pour les bourgeois est dans le fait que ces actions de grève se développent en dehors du contrôle des institutions réservées à ces tâches (les syndicats officiels) et que se développent de cette manière des précédents avec le danger que d'autres catégories, d'autres secteurs de prolétaires dans les services et dans l'industrie privée, encouragés par la démonstration de force, n'en suivent l'exemple. C'est cela que craignent les syndicats et les forces politiques bourgeoises et pseudo-prolétaires. C'est pour cela qu'ils ont peur du fait que, sur la base des contradictions sociales et matérielles et de la poussée du prolétariat, spontanément opposés à la dégradation des conditions de vie et de travail, se lèvent des organisations effectivement indépendantes des intérêts de l'entreprise et de l'économie nationale bourgeoise capables de constituer une réelle alternative organisée à la collaboration interclassiste. Il craignent que la grève redevienne une arme effective entre les mains des travailleurs, utilisée contre les patrons, contre leurs intérêts et leurs privilèges, leurs organisations et leur Etat. Ils craignent que la grève perde sa belle forme du "droit" sanctifié par les lois pour acquérir la dure substance de la force, de la force d'une classe qui depuis des décennies continue à faire sien le consensus au système bourgeois d'exploitation, mais qui à un certain point peut rompre ce pacte social.

Le vrai scandale pour tous les bons coeurs patronaux et les défenseurs de cette société est que les ouvriers osent s'organiser pour leur propre compte et osent croire aux augmentations de salaire et aux réductions des heures de travail qui ne seraient pas le fruit des sempiternelles et improductives discussions de palais autour du tapis vert.

Prompts à jeter à la rue par milliers les ouvriers "parce que le marché n'est pas porteur", prompts à augmenter les rythmes dans un vertigineux crescendo "parce que maintenant le marché porte" ou "parce qu'il faut respecter la livraison", prompts à augmenter par centaines de milliers de lires les appointements honorifiques des magistrats, des dirigeants, et prompts à utiliser la police et les carabinieri pour expulser les familles déshéritées, disperser les manifestations "non autorisées", rompre les piquets "illégaux", le bon coeur des patrons et des défenseurs de cette société fait lui-même les comptes de l'ouvrier pour trouver finalement qu'il a vécu "au-dessus de ses moyens" (grande trouvaille de Lama avant de laisser le fauteuil à la CGIL pour aller poser son éminent derrière au Sénat), ont commencé à le harceler, qu'il ait ou non un travail, sur tous les plans, comme l'a démontré le nouveau Budget.

La continuelle escalade des mesures antiproletariennes à partir d'une certaine limite provoque des réactions de résistance et de rage que les chiens de garde des syndicats tricolores et des partis "ouvriers" bourgeois tentent et tenteront d'empêcher de s'organiser de façon prolétarienne, sur un terrain de classe.

Les COBAS ne sont pas une formule qui puisse être utilisée dans toutes les circonstances. Ils ne peuvent pas se constituer à froid comme sortis de l'urne. Ils sont nés sur la base des expériences des luttes syndicales précédentes de base et dans les quelques catégories où les syndicats ont démontré le plus clairement leur couleur collaborationniste et leur tendance à faire passer la politique de division sous la barrière du "professionalisme" et des "intérêts des usagers".

Les COBAS ne sont pas, d'autre part, pour soi, l'embryon d'une nouvelle organisation syndicale indépendante des intérêts et de la politique du collaborationnisme, ils ne le prétendent pas d'ailleurs. Ils sont pourtant un signal et en même temps une démonstration ultérieure pratique que pour revendiquer -avant même d'obtenir- des objectifs intéressant effectivement les prolétaires, il est nécessaire d'organiser la lutte ouvrière en dehors des ornières tracées par les syndicats officiels et d'utiliser les instruments de pression et d'organisation directs et indépendants de la fameuse "compatibilité".

Les résultats effectifs et immédiats obtenus par les COBAS des cheminots ou des enseignants ne peuvent être satisfaisants parce qu'ils ne correspondent pas à toutes les revendications. Toutes les tentatives faites par les syndicats officiels pour regagner le poids et l'autorité auprès des COBAS -pour cela une aide fondamentale consiste du fait que, pour le moment, l'Office des chemins de fer refuse catégoriquement de traiter avec les COBAS- restent sans succès, tant que les exigences originales sont inscrites dans le schéma du salaire à la productivité si cher aux patrons et aux syndicats, et des résultats échelonnés sur une longue période.

Cela signifie que les cheminots devront tôt ou tard reprendre la grève, même seulement pour faire maintenir à l'entreprise ce qu'elle est prête à accorder aujourd'hui. Et cela signifie que, retournant à la grève, se représenteront les problèmes qui se sont déjà présentés aujourd'hui et que les organismes de base -COBAS ou autre- devront à nouveau développer la fonction de proposition, stimulation, organisation de la lutte, et celle de faire pression sur le syndicat afin qu'il "prenne parti" pour les travailleurs et non pour l'entreprise.

L'autoréglementation des grèves trouvera une formulation plus restrictive de celle qui existe aujourd'hui et cela permettra de ne pas passer brutalement à une limitation codifiée par les lois de l'Etat. Les syndicats officiels réussiront pour l'ennième fois, même si cela sera plus difficile, à absorber les poussées de la base et à récupérer un tant soit peu de crédibilité et de: